



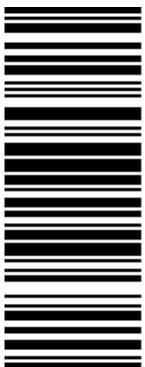
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Salaires, retraites, allocations... indexation immédiate sur l'inflation !



DELGÉ, RADIO-CANADA, 2017



2273-8762



- Aucune solution ne viendra de l'Élysée ou de Matignon p. 2
Analyse du premier tour de la présidentielle p. 4
LO en campagne électorale p. 7
Les travailleurs de la RATP confrontés à l'éclatement p. 10
Adresse internationale du 1er mai p. 12
Israël mène une guerre permanente aux Palestiniens p. 14
États-Unis : pour le droit à l'avortement libre et gratuit p. 18
Irlande du Nord : la victoire électorale de Sinn Féin p. 22
Histoire du Parti communiste chinois : 1931-1935 p. 24
ABC du marxisme : front populaire p. 28

Aucune solution favorable aux travailleurs ne viendra de l'Élysée ou de Matignon

Macron affaibli désigne un gouvernement peu renouvelé

Un mois après sa réélection, Macron a nommé le 20 mai son nouveau gouvernement, l'occasion pour lui de réaffirmer les attaques qu'il compte mener contre les travailleurs, notamment en s'en prenant aux retraites, et d'insister sur la méthode qu'il souhaite appliquer en s'appuyant sur les directions syndicales.

Macron sait que sa marge de manoeuvre est plus restreinte qu'il y a 5 ans, son assise électorale et politique est plus étroite. Du côté du personnel politique, il n'a guère pu piocher davantage dans le PS et LR. Il a investi Manuel Valls, ancien ministre PS du temps où Mélenchon l'était aussi, comme candidat de Renaissance (ex-LREM) et a donné un poste de ministre à Damien Abad, l'ancien président des députés LR de l'assemblée (et, selon *Mediapart*, accusé de viol). Le besoin de s'appuyer sur la participation des directions syndicales à ses projets contre les travailleurs en est renforcée.

Le gouvernement Macron-Philippe et sa ministre du travail avaient été à l'époque épaulés par les responsables syndicaux (CGT, CFDT, UNSA, SUD) de la SNCF qui avaient épuisé les salariés du rail dans une grève « glissante » ou « perlée » tout en maintenant en continu le dialogue avec le gouvernement sur son projet.

À cette fin, Elisabeth Borne, qui avait mené l'attaque de 2018 contre le statut des cheminots, est nommée première ministre. Elle est épaulée par le ministre du travail Dussopt, ex-PS.

Les chantiers sont nombreux et je les mènerai dans la concertation. (Olivier Dussopt, *Twitter*, 20 mai 2022)

Les intéressés ne se sont pas faits prier pour manifester leur accord.

Le ministère du travail, c'est, par définition, d'une certaine façon, le ministère du dialogue social. (Yves Veyrier, FO, *Franceinfo*, 21 mai 2022)

NUPES : un énième front populaire

Avant l'élection présidentielle, à écouter Mélenchon, c'en était fini des tractations politiques, surtout avec le PS « libéral », et il allait devenir président, ce qui permettait d'éviter de manifester et de faire grève.

Mélenchon s'est retrouvé en 3^e position, mais loin devant les candidats des autres partis réformistes (Hidalgo, Roussel). Fort de ce résultat, Mélenchon a tourné casaque, recréé une forme d'union de la gauche autour de LFI et partagé les circonscriptions. Maintenant, l'objectif principal serait de « l'élire premier ministre » de Macron. Cet objectif, au demeurant largement chimérique,

résume à lui seul tout le sens de cette opération : servir la bourgeoisie. Comment en effet pourrait-il en être autrement dans un gouvernement de cohabitation avec un attelage Macron-Mélenchon-Jadot ?

Un premier accord a été conclu (le 2 mai) avec des représentations politiques de la bourgeoisie, le « pôle écologiste de la NUPES » : EELV, l'organisation soeur du Green Party qui est membre de l'exécutif en Irlande, des Grünen qui participent au gouvernement bourgeois en Allemagne et en Autriche ; Génération écologie de Delphine Batho, ancienne ministre de Hollande. Les unes comme les autres n'ont aucun rapport avec le mouvement ouvrier et toutes ont, à un moment ou un autre, été aux affaires de la bourgeoisie française.

Une fois obtenu l'accord, LFI s'est tourné vers le PS (le 4 mai) et le PCF (le 3 mai) qui ont accepté pour ne pas tout perdre. Les négociations ont porté avant tout sur les investitures. Si certaines revendications du programme de l'Union populaire sont conservées : SMIC à 1 500 euros, blocage des prix des produits de première nécessité (mais pas un mot de l'indexation automatique des salaires sur les prix), retraite à 60 ans (mais les 40 annuités revendiquées dans le programme obligeront la plupart à aller au-delà), nationalisation d'EDF, d'Engie, des autoroutes, de certains aéroports (mais il n'est pas question d'expropriation), elles sont à minima, en deçà des programmes des précédents fronts populaires qui étaient eux-mêmes compatibles avec le capitalisme.

En réalité, si l'on examine les choses sereinement, le programme de transformation proposé en 2022 est plutôt moins ambitieux que ceux de 1936 ou de 1981. (Thomas Piketty, *Le Monde*, 7 mai 2022)

La plupart des mesures progressistes ne seraient pas appliquées ou seraient provisoires puisque, pour les garantir, il faudrait s'en prendre au capital, ce que la NUPES ne veut surtout pas. Cela est confirmé par l'ouverture à des partis bourgeois comme EELV et compagnie. Dans une logorrhée de 2 heures, le chef suprême de LFI a prétendu avoir « écrit une page historique de l'Histoire » en obtenant que dès le premier tour, les partis d'origine ouvrière laissent la place à des partis bourgeois.

Ce qui n'a été fait ni par le cartel des gauches, ni par le Front populaire, ni à la Libération, ni par Mai 68, ni par le programme commun, nous l'avons fait ! (Jean-Luc Mélenchon, *Discours à la convention de la NUPES*, 7 mai)

Toute alliance des organisations d'origine ouvrière avec des partis bourgeois ne peut se faire que sur la base d'un accord programmatique commun à tous les partenaires, celui de la bourgeoisie. À l'exception du mono-

pole du drapeau tricolore et de l'interdiction du drapeau rouge imposés par Mélenchon, l'analyse communiste révolutionnaire du front populaire français de 1936 est toujours d'actualité.

Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but : contenir et démolir le mouvement de masse. (Léon Trotsky, *La France à un tournant*, 21 mars 1936)

LO refuse de rejoindre la NUPES mais n'y oppose qu'un plat économisme.

Nous ne sommes pas en mesure d'empêcher la crise et d'arrêter cette flambée des prix, mais nous pouvons et nous devons nous battre pour ne pas en faire les frais. (LO, 16 mai 2022)

Contrairement à ce que dit LO, le prolétariat est « en mesure d'empêcher la crise ». Mais il lui faut pour cela s'affranchir des directions réformistes et des bureaucraties syndicales corrompues qui le trahissent. S'il ne parvient pas à les déborder, il n'obtiendra pas non plus l'échelle mobile des salaires.

En fait, LO n'a aucune opposition de principe aux fronts populaires-union de la gauche. Elle a voté UG (incluant le PRG) au second tour des législatives de 1981 et est elle-même entrée dans des blocs avec des partis bourgeois lors des deux tours des élections municipales de 2008.

Le NPA qui a participé aux négociations de la NUPES, même lorsque l'accord avait été ratifié par le Pôle écologiste, n'a finalement pas intégré la coalition. Déçu par le peu de circonscriptions qui lui était laissé et dénonçant la présence du PS, car « libéral », celle d'EELV ne lui posant par contre aucun problème.

Nous aurions pu nous mettre d'accord avec l'Union populaire, le PCF et même EELV, mais ne pouvons pas valider un tel accord incluant le Parti socialiste. (NPA, *Déclaration*, 5 mai 2022)

S'il dénonce la politique anti-ouvrière des gouvernements constitués par le PS, le NPA oublie qu'ils comportaient souvent le PCF et ne s'offusque pas pour autant de la présence d'anciens ministres de Hollande ou Jospin (dont Mélenchon lui-même), voire de Macron ou Chirac, dans les autres formations avec lesquelles il comptait s'allier.

Mais ni la distinction entre « gauche institutionnelle » et « gauche de combat », ni celle entre libéralisme et protectionnisme ne déterminent la nature sociale d'une formation politique. Tous les partis « réformistes » (LFI, PS, PCF...) sont dirigés par des agents de la bourgeoisie qui prétendent parler au nom des travailleurs. Ils obtiennent des postes grâce aux travailleurs mais y trahissent à tous

les coups les intérêts de la classe ouvrière en invoquant les menaces politiques, les circonstances économiques, les exigences de leurs alliés, les contraintes de l'Union européenne, etc.

Seule l'indépendance de classe, c'est à dire la distinction entre capitalistes et travailleurs, entre bourgeoisie et prolétariat permet de juger l'opportunité d'une alliance. Un front ne peut faire progresser les exploités et les opprimés qu'en se basant sur une indépendance totale vis à vis de la bourgeoisie, de l'ensemble de ses partis.

Pour l'indépendance de classe

Pour la bourgeoisie, l'utilité actuelle de la NUPES est de contenir le mécontentement des travailleurs dans le carcan du jeu électoral bourgeois. Celle des directions syndicales est de protéger le gouvernement en participant à la mise en place des attaques annoncées.

LO, le NPA et compagnie secondent les directions syndicales en appelant à participer aux journées d'action qui serviront à épuiser les travailleurs, en ne dénonçant pas la participation des dirigeants syndicaux aux négociations des attaques du gouvernement dont le calendrier est déjà établi.

Comme lors de la présidentielle, aucune voix ouvrière ne doit se porter sur des candidats de la bourgeoisie (EELV, PRG,

MoDem, Renaissance, LR, DIF, RN, Reconquête...).

Les contre-réformes annoncées et celles à venir dans le contexte d'une dégradation des perspectives économiques mondiales et d'augmentation des conflits inter-impérialistes ne peuvent être combattues qu'en affrontant le patronat et son gouvernement.

Ceci implique d'imposer aux directions syndicales de rompre avec la bourgeoisie, de boycotter toute négociation avec le gouvernement, de quitter les instances de collaboration de classe tant étatique (COR, CESE...) que les conseils d'administration des entreprises. Cela conduit également à lutter contre le dispositif des « journées d'action », des « grèves perlées » ou « glissantes », des « grèves reconductibles » site par site.

Sur les lieux de travail, d'étude et de vie, dans les syndicats, regroupons-nous pour préparer dès à présent la grève générale pour la défaite du gouvernement Macron-Borne, pour organiser l'autodéfense contre la police et les nazillons, pour contrer et renverser la bourgeoisie française, pour mettre en place un gouvernement des travailleurs et ouvrir la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

23 mai 2022



Communiqué après le premier tour de l'élection présidentielle

À bas Le Pen ! À bas Macron !

Il faut ouvrir la perspective de la grève générale

	Nombre	% Inscrits	% Votants
Inscrits	48 747 876		
Abstentions	12 824 169	26,31	
Votants	35 923 707	73,69	
Blancs	543 609	1,12	1,51
Nuls	247 151	0,51	0,69
Exprimés	35 132 947	72,07	97,8

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, 11 AVRIL

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois. (Lénine, L'État et la révolution, 1917, GMI, p. 25)

Ce que montre le scrutin du 11 avril

Plus de 7 millions de travailleurs n'ont pas le droit de vote (ils ont moins de 18 ans ou sont étrangers, même les ressortissants de l'Union européenne qui vivent en France n'ont pas le droit de vote à la présidentielle ni aux législatives). Une autre partie (7,6 millions), surtout

des jeunes très qualifiés, seraient mal inscrits (ils n'ont pas changé leur localisation, ce qui entrave le vote) ou, parmi les jeunes peu qualifiés et les chômeurs, ne s'inscrivent pas (5 millions) ou bien, quand ils sont inscrits, ne votent pas (presque 13 millions cette fois-ci).

L'abstention a de nouveau été massive, avec 26,3 %. Elle a augmenté de 4,1 points par rapport à 2017. Il faut ajouter 0,2 million de votes nuls et 0,5 million de votes blancs. Une grande partie de la classe ouvrière n'a donc pu voter ou a considéré qu'elle n'avait aucune perspective politique dans cette élection. C'est en effet dans les départements et villes ouvrières que cette abstention est la plus forte, comme à Vaulx-en-Velin dans le Rhône avec 40,4 %, en Seine-Saint-Denis avec 30,2 % en moyenne, mais 39,9 % à Stains ou 36,51 % à Aubervilliers, etc. C'est en grande partie le résultat des trahisons répétées au gouvernement du PS et du PCF, des trahisons des luttes par les directions syndicales.

Un pôle bourgeois libéral

Un bloc autour du principal candidat de la bourgeoisie, Macron, qui, avec 27,8 % et 9,78 millions de voix, regroupe désormais l'électorat traditionnel des partis bourgeois. Il berne toujours des travailleurs qualifiés et surtout l'encadrement, en agrégeant en outre nombre d'électeurs venant du parti LR en pleine capitulation, attirés par sa fermeté policière et son axe réactionnaire. Car le programme de Macron, ce massacreur de gilets jaunes qui a fermé des lits des hôpitaux publics en pleine pandémie, n'a rien à voir avec « le progrès » qu'il invoque face à Le Pen : poursuite des attaques contre la retraite, les services publics, les jeunes au chômage, les universités, les migrants... Son programme, c'est le programme du grand capital pour sauvegarder le taux de profit en saignant la classe ouvrière, mais aussi les artisans, les paysans travailleurs, les cadres, en renforçant les pouvoirs de police et en maintenant les incursions de l'impérialisme français, si possible en affirmant une armée européenne pour échapper à la domination américaine de l'OTAN. Voilà pourquoi Macron a le soutien clair et net du MEDEF pour le 2^e tour.

Un pôle bourgeois fascisant

Un bloc autour de la candidate fascisante Le Pen, qui, avec 23,1 % et 8,14 millions de voix, est la force motrice autour de laquelle gravitent son concurrent Zemmour, qui n'a pas réussi à la supplanter avec 7 % des voix, et Dupont-Aignan, nationaliste obscurantiste antivaccin, avec 2,1 %. Le total de voix de ce bloc, qui représente 32,3 % des exprimés, indique une exaspération crois-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Paris bourgeois	Voix	% Inscrits	% Exprimés
Emmanuel MACRON (LREM, MoDem...)	9 783 058	20,07	27,85
Marine LE PEN (RN)	8 133 828	16,69	23,15
Éric ZEMMOUR (Recon)	2 485 226	5,1	7,07
Valérie PÉCRESSE (LR, UDI...)	1 679 001	3,44	4,78
Yannick JADOT (EELV, Générations, GE...)	1 627 853	3,34	4,63
Jean LASSALLE (Résistons)	1 101 387	2,26	3,13
Nicolas DUPONT-AIGNAN (DIF)	725 176	1,49	2,06
Total	25 535 529	52,39	72,67

Mouvement ouvrier	Voix	% Inscrits	% Exprimés
Jean-Luc MÉLENCHON (LFI)	7 712 520	15,82	21,95
Fabien ROUSSEL (PCF)	802 422	1,65	2,28
Anne HIDALGO (PS)	616 478	1,26	1,75
Philippe POUTOU (NPA)	268 904	0,55	0,77
Nathalie ARTHAUD (LO)	197 094	0,4	0,56
Total	9 597 418	19,68	27,31

sante d'une fraction de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale, menacée de ruine par le capital, et la panique de petits capitalistes concurrencés par le grand capital et incapables de faire face aux remboursements dus à leur banque, qui cherchent désespérément un sauveur.

Le Pen, qui répercutait les thèses complotistes et les remèdes illusoire contre le covid, leur promet l'affaiblissement de l'Union européenne et un regain de protectionnisme qui plongeront le capitalisme français dans le marasme. À l'OTAN, elle oppose l'alliance avec la Russie. Au discrédit des institutions parlementaires, elle veut substituer une diminution des libertés s'appuyant sur les référendums démagogiques, une tradition héritée de Louis Bonaparte et de Charles de Gaulle. À la petite fraction des travailleurs peu qualifiés ou des zones rurales qui se sentent abandonnés par les partis ouvriers réformistes et les directions syndicales qui sont incapables de les organiser contre leurs exploiters et qui collaborent à la mise au point de toutes les attaques gouvernementales, Le Pen promet qu'elle leur donnera les allocations, les logements, etc. qu'elle retirera aux immigrés.

Pas plus que Macron, Le Pen n'a la moindre intention de s'attaquer au capitalisme, aux profits, aux patrons. Elle veut même supprimer tous les impôts directs sur les patrons jusqu'à 30 ans. Comme Macron, elle refuse d'augmenter le smic au-delà de la loi, comme Macron, elle promet des augmentations de salaires qui ne coûtent rien aux patrons et ruinent la sécu alors qu'elle se pose en « protectrice ». En fait, non seulement elle est servile envers le capital, mais elle lui rend le plus grand service en divisant de manière forcenée la classe qu'il exploite et qui le menace en permanence. Les migrants, les travailleurs d'origine étrangère, leurs descendants seraient ses premières victimes. Mais c'est évidemment toute la classe ouvrière, la jeunesse, quelle que soit sa couleur de peau, qui paiera l'addition économique et politiquement !

IPSOS, 10 AVRIL 2022

Un pôle social-chauvin

Un bloc autour du vote Mélenchon, qui, avec 21,95 %, regroupe près de 7,7 millions de voix. Ainsi, chez les 18-34 ans, le chef de LFI devient le premier candidat, avec plus de 30 % des voix. Les quartiers populaires ont voté pour ce candidat quand ils ne se sont pas abstenus. Mélenchon est souvent arrivé devant Macron dans les grandes villes (Marseille, Lille, Nantes, Rouen, Le Havre, Grenoble, Mulhouse, Rennes, Montpellier, Toulouse, Strasbourg...) ou au coude à coude (Paris, Lyon...). Le « vote utile » pour Mélenchon ayant joué, le PS poursuit sa dégringolade avec 1,75 %, devancé par le PCF qui ne parvient pas à sauver les meubles avec 2,28 %. Les candidats qui n'ont pas sombré dans le nationalisme ont aussi été marginalisés, NPA avec 0,77 % et LO avec 0,57 %.

Mélenchon a été une fois de plus le prétendant au poste de sauveur suprême et le semeur d'illusions démocratiques bourgeoises : « *Votez Mélenchon et vous aurez la retraite à 60 ans. Pas besoin de faire des grèves qui vous coûtent cher ou qui sont dangereuses* », a-t-il dit le 20 mars à Paris. Il a bénéficié, comme Le Pen, de l'effet « on n'a pas essayé » alors que c'est un ancien ministre. Son programme n'avait rien de radical : tout en avançant quelques mesures sociales et en défendant les étrangers présents sur le territoire (saut les réfugiés tchétchènes victimes de la recolonisation sanglante par Poutine), il a continué de faciliter la sale besogne des partis fascistes : négation de la lutte de classe, dénonciation de la finance et non du capital tout entier, pour la nation et le drapeau tricolore, pour le renforcement de l'État bourgeois (y compris de la police et de l'armée), pour la limitation de l'immigration.

SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ-E												% TOTAL
	Électeurs de P. Poutou & N. Arthaud	Électeurs de Jean-Luc Mélenchon	Électeurs de Fabien Roussel	Électeurs de Yannick Jadot	Électeurs de Anne Hidalgo	Électeurs de Emmanuel Macron	Électeurs de Valérie Pécresse	Électeurs de Jean Lassalle	Électeurs de Nicolas Dupont-Aignan	Électeurs de Marine Le Pen	Électeurs de Éric Zemmour	
Ensemble	1,5	20,3	2,6	4,3	2	28,5	4,8	3,2	2,2	23,6	7	100
Cadre	1	25	1	5	4	35	6	4	2	12	5	100
Profession intermédiaire	2	25	4	4	2	28	3	4	1	24	3	100
Employé	3	25	1	4	2	17	2	2	2	36	6	100
Ouvrier	2	23	3	1	0	18	2	3	3	36	9	100
Retraité	1	11	3	4	3	38	9	3	3	17	8	100

Au second tour, deux ennemis forcenés des travailleurs

Les faits sont têtus. Tous ceux qui bavardent sur « la France » et « la nation » défendent le capitalisme français et sont d'accord sur l'essentiel.

La CFE-CGC qui héberge le principal syndicat de policiers, qui comme les militaires votent très majoritairement Le Pen, ne se prononce pas. FO, qui dénonçait la présence de ministres du PCF au gouvernement en 1981, affecte la neutralité face au second tour car nombre de ses cadres sont membres de LR et du RN. À Nantes, FO dénonce même la présidente de l'université qui se prononce publiquement contre Le Pen.

Comme en 2002 avec Chirac, comme en 2017 avec Macron, le PCF, le PS, la CFDT appellent aujourd'hui à voter Macron, le candidat du grand capital, pour écarter Le Pen, la candidate fascisante. D'autres sont plus jésuites, comme Mélenchon et Poutou, qui, comme la direction de la CGT, de Solidaires et celle de l'UNSA, appellent à ce qu'aucune voix n'aille à Le Pen et soutiennent implicitement le vote pour Macron, sans le dire. L'argument est aussi connu qu'il est faux : le vote pour Macron ferait barrage au fascisme.

Mais jamais des élections bourgeoises n'ont permis d'avancer vers le socialisme, ni même de faire barrage au fascisme. En quoi le vote pour Macron au 2^e tour de 2017 a-t-il empêché Le Pen d'accroître son influence, comme l'ont prétendu les dirigeants des partis réformistes et des syndicats ?

Au contraire, c'est la politique de Macron d'un côté et le refus de ces dirigeants de l'autre côté de l'affronter réellement, leur politique d'accompagnement de la concertation et du dialogue social de toutes les contreréformes qui nourrissent l'essor du RN. Et ils voudraient nous refaire le coup une troisième fois, en désarmant une nouvelle fois la classe ouvrière et la jeunesse en les priant de voter pour la peste afin d'écarter le choléra !

L'issue, c'est la lutte de classe

Il n'y a pas d'issue pour la population laborieuse dans cette élection ! L'issue viendra de la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain.

Pas une voix pour Le Pen ! Pas une voix pour Macron !

Les revendications de la classe ouvrière, l'augmentation des salaires et leur indexation immédiate sur l'évolution des prix, l'interdiction des licenciements, des crédits massifs et des postes avec des salaires dignes de ce nom dans les services publics (à commencer par les hôpitaux qui sont à la rupture), la suppression de la TVA sur les produits de consommation populaire, etc. tout comme la préservation du climat et de l'environnement sont à l'opposé du maintien de Macron comme de l'arrivée de Le Pen.

Il faut se préparer au combat tous ensemble. Il faut exiger des directions syndicales qu'elles refusent toute négociation des attaques à venir, quittent les organismes de cogestion, dressent le front unique contre les projets réactionnaires de Le Pen ou de Macron. Il faut ouvrir dès maintenant la perspective de la grève générale, de la défense des luttes et des organisations ouvrières contre la police et les nervis fascistes, de l'expropriation des groupes capitalistes. Pour toutes les revendications ! Pour un gouvernement des travailleurs du type de la Commune de Paris ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Pour un véritable parti ouvrier, révolutionnaire et internationaliste !

Quant à nous, nous rompons avec les opportunistes ; le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte, non pour un « déplacement du rapport de forces », mais pour le renversement de la bourgeoisie, pour la destruction du parlementarisme bourgeois, pour une république démocratique du type de la Commune ou une République des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat. (Lénine, L'État et la révolution, 1917, GMI, p. 65)

14 avril 2022

Le mythe du RN « parti des ouvriers »

Une partie des travailleurs a toujours été dupe des bonimenteurs bourgeois car la domination de la classe capitaliste n'est pas qu'économique. Depuis 2017, Le Pen est présentée par la plupart des journalistes bourgeois (qu'ils soient pro-Macron ou pro-Le Pen) comme la représentante politique des ouvriers.

En fait, sachant que 12 % des « ouvriers » sont étrangers (selon l'Insee), si 6 % des « ouvriers » ne sont pas inscrits (c'est bien plus), si 33 % des « ouvriers » s'abstiennent (selon l'ipsos), si 1 % de leurs votes sont blanc ou nul (c'est plus) et si 36 % des « ouvriers » qui ont voté un mis un bulletin Le Pen dans l'urne (Ipsos), ils représentent :

$$(88/100)*(94/100)*(67/100)*(99/100)*(36/100) = 19,7/100 \text{ de tous les ouvriers travaillant en France}$$

19,7 % c'est trop, mais au moins 80 % des « ouvriers » selon l'INSEE n'ont pas voté Le Pen. En outre, la classe ouvrière ne se réduit pas aux « ouvriers » mais comporte aussi tous les « employés », une majorité des « professions intermédiaires » (qui votent moins Le Pen) et même une minorité des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (qui votent très peu Le Pen). Environ 83-85 % de la classe ouvrière n'a pas voté Le Pen au premier tour.

Lutte ouvrière en campagne électorale

En septembre 2021, LO, sans s'embarrasser d'un semblant de concertation avec le NPA, a présenté une 3^e fois la candidature de la professeuse Arthaud. Sur quelle orientation ?

« Les directions syndicales n'ont pas la volonté »

Être communiste révolutionnaire, c'est militer pour que les travailleurs accèdent à la conscience que la tâche de transformer la société dépend d'eux. (Le Camp des travailleurs, p. 24)

Mais qu'est-ce qui empêche « les travailleurs d'accéder à la conscience » ?

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. (4^e Internationale, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, p. 6-7)

Contrairement à l'Internationale communiste du temps de Lénine et à la 4^e Internationale du vivant de Trotsky, les chefs de LO (qui comportent de nombreux responsables de la CGT) ne critiquent que du bout des lèvres les bureaucraties syndicales.

C'est peu dire que les directions syndicales n'aident pas les travailleurs à prendre conscience de leur force !... Les directions syndicales ne font rien pour s'appuyer sur eux... Les directions syndicales n'ont pas la volonté d'offrir des perspectives de lutte aux travailleurs. (Le Camp des travailleurs, p. 27-28)

C'est peu dire que LO atténue la réalité ! LO regrette les faiblesses des directions syndicales en général, sans jamais expliquer la raison de cette prétendue mollesse, ni jamais oser dire qu'elles trahissent, tout autant que les partis sociaux-impérialistes. À aucun moment, la brochure ne mentionne Martinez ni la CGT.

La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. (Léon Trotsky, Lettre à la rédaction de « La Vérité », 11 octobre 1929)

Les bureaucraties syndicales trahissent parce qu'elles sont corrompues par la bourgeoisie, par les subventions, par la cogestion des groupes capitalistes, par leur participation grassement rétribuée à des dizaines d'organismes étatiques (Conseil économique, social et environnemen-

tal, Conseil d'orientation des retraites, etc.). Elles aident le capital contre le travail en acceptant de négocier toutes les attaques gouvernementales et patronales. Elles complètent leur sale besogne en sabotant la résistance des travailleurs avec des « grèves perlées », des « journées d'action » et des « grèves reconductibles ».

LO publie plein d'informations sur les méfaits des patrons et des cadres dans un établissement, mais elle ne peut témoigner d'aucun combat sérieux, réel et prolongé contre les bureaucraties syndicales, dans les entreprises et dans les syndicats eux-mêmes.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (Léon Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, 1940)

D'un côté, le petit appareil de LO, de plus en plus lié à celui de la CGT, camoufle la cogestion et la négociation des plans antisociaux ; de l'autre, il appuie les « journées d'action ».

Par contre, à chaque fois que des travailleurs essaient de déborder les appareils syndicaux, d'imposer la grève générale pour vaincre, ils trouvent sur leur chemin, pour leur faire obstacle, des membres, du PCF, de LFI, du PS, de LO, du POID, du NPA... Tels sont les faits.

« Convoi de la liberté, une contestation légitime »

Les directions syndicales de la CGT, de FO et des SUD, ainsi que LFI, condamnent l'obligation de la vaccination contre le covid pour fréquenter certains lieux publics ou pour travailler dans les établissements de soins. LO suit avec le CCR-RP, le NPA et d'autres « trotskystes » et soutient systématiquement les protestations antisociales des petits patrons, des obscurantistes, des intégristes et des complotistes dirigées par Philippot et Dupont-Aignan.

Face à la cinquième vague, le gouvernement impose le passe vaccinal. Ce nouveau tour de vis stigmatise un peu plus les non vaccinés. (Lutte ouvrière, 27 décembre 2021)

En fait de liberté, c'est celle de contaminer, comme les capitalistes réclament en général la liberté de licencier, de polluer et de ne pas payer de « charges ».

« Le PCF aide les politiciens de gauche »

LO valorise le parti stalinien défroqué comme distinct des « politiciens de gauche » qui incluent les sociaux-démocrates.

Pour parvenir au pouvoir, les politiciens de gauche sont capables de jouer aux anticapitalistes et le PCF les a souvent aidés dans cette comédie électoraliste. (Gauche et droite au service des mêmes capitalistes, 14 janvier 2022)

Le PS-SFIO trahit en 1914. Le PC-SFIC l'a rejoint en devenant social-patriote en 1934 et en adoptant le front populaire (la subordination au Parti radical) en 1935. Depuis, les dirigeants du PCF ne sont pas différents de ceux du PS. Il suffit de se pencher sur la campagne de Roussel pour le vérifier [voir *Révolution communiste* n° 49].

Les communistes révolutionnaires ne se bornent pas à commenter les tromperies passées des partis politiques « réformistes ». Ils tentent d'empêcher de nouvelles trahisons, de démasquer dans l'action les agents de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'autre voie pour construire un parti ouvrier révolutionnaire.

À la coalition ouverte ou masquée des sociaux-démocrates avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les travailleurs et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers. (4^e congrès de l'Internationale communiste, « Résolution sur la tactique », novembre 1922, Quatre premiers congrès de l'IC, p. 138)

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan. (4^e

Internationale, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, p. 28)

Non seulement LO ne le fait pas, mais plus d'une fois, elle a aidé des politiciens bourgeois à obtenir les voix des travailleurs. Pour le second tour des législatives de 1981, elle appelle à voter pour les candidats de « la gauche » incluant ce qui reste du Parti radical (le MRG-PRG) et elle récidive à plusieurs reprises. Par exemple, lors de l'élection partielle de Gironde de 1976, le candidat LO (Barthélémy) se désiste au second tour pour celui du PRG (Julien).

Aux municipales de 2008, LO a elle-même participé à des listes de type front populaire comprenant des candidats du MRC, du PRG, des Verts...

Bref, la tradition de LO est celle du centrisme, du « Bureau de Londres », du PSOP qui refusaient de s'opposer aux fronts populaires. Elle n'a rien à voir avec le communisme révolutionnaire.

La 4^e Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun des fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. (4^e Internationale, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, p. 46)

« Les policiers, le gouvernement ne leur donne pas les moyens »

C'est le cas quand LO soutient, comme le PCF et le PS, les réclamations de militaires et de policiers qui reviennent toujours à diminuer les libertés et à renforcer l'appareil répressif de l'État bourgeois.

La brochure de campagne est totalement silencieuse sur les violences policières qui ont émaillé le quinquennat de Macron, qui vont des agressions de son responsable sécurité Benalla envers des manifestants à la vio-

Alors, votons massivement, dimanche, pour les candidats de la gauche.

Mais qu'ils sachent que les travailleurs n'attendent pas éternellement, qu'ils sauront demander des comptes et qu'au besoin ils sauront imposer leurs légitimes revendications au patronat, car il y a des chances pour que personne ne le fasse à leur place.

Ariette LAGUILLER

Les électeurs vont donner à Mitterrand les moyens de gouverner: à lui de tenir ses promesses.

éditorial d'Ariette Laguiller

LUTTE OUVRIÈRE

Israël-Palestine

Un peuple qui en opprime un autre est lui-même victime

Police, justice, gendarmerie...
Le gouvernement aux prises avec ses propres services

Police, gendarmerie...

RECUIL GOUVERNEMENTAL

Encouragés par les résultats obtenus par leurs collègues policiers, les gendarmes s'y sont mis à leur tour.

Dans une situation pire encore que celle des policiers, ils n'ont pas le droit de grève. Militaires, leur statut ne leur permet même pas de manifester publiquement. Pourtant, après qu'ils eurent tenté de se faire entendre au travers des protestations exprimées par leurs compagnes, ils ont franchi le pas, dans la région de Montpellier, en s'exprimant devant des caméras de télévision. En Aquitaine, ils ont entamé une grève du zèle, qui consiste à fermer les yeux sur de petites contraventions. Et les manifestations publiques se multiplient chaque jour. Pour l'instant, leur ministre de tutelle, celui de l'Armée, fait la sourde oreille.

Les policiers avaient su faire reculer leur « patron », le ministre de l'Intérieur Daniel

Vaillant bien plus vite que n'ont pu le faire d'autres salariés de l'État qui attendent toujours qu'on leur accorde ce qu'ils demandent: des effectifs supplémentaires pour faire face convenablement à leurs tâches, et des salaires qui leur permettent de vivre convenablement. C'est le cas du personnel des hôpitaux publics, mais aussi d'autres fonctionnaires et des travailleurs des services publics.

La rapidité relative de ce recul gouvernemental s'explique. Car la police, mais aussi les gendarmes, exercent des fonctions qui sont utiles à l'ensemble de la collectivité, en assurant des tâches de sécurité nécessaires à la vie collective, pour un salaire et dans des conditions de travail, on a pu l'apprendre, qui ne valent guère mieux que ceux des salariés du bas de l'échelle. Mais elle accomplit une tâche particulière qui rend l'État plus sensible à ses exigences. C'est qu'ils sont les gardiens

de l'ordre, comme on dit. Cet ordre-là ne se limite pas à faire en sorte que le code de la route soit respecté, ou que les bagages puissent nager en sécurité. C'est aussi l'ordre social, qui consiste à maintenir la division entre ceux qui peuvent s'enrichir par l'exploitation du travail du plus grand nombre d'un côté, et ceux que leur travail, quand ils ont la chance d'en avoir encore un, laissent toujours démunis. Ils sont là pour empêcher que ceux d'en bas, quand ils n'acceptent plus le sort qu'on leur fait, quand ils refusent, par exemple, l'injustice des licenciements et se mettent en colère, bouleversent cet ordre. Cet ordre, la droite le défend ouvertement, elle le justifie comme éternel et naturel. Mais c'est finalement aussi ce que fait la gauche actuelle, celle de Jospin, Fabius, Guigou, Vaillant, qui eux aussi exploitent aux travailleurs que cet ordre est le seul possible et qu'au mieux, on ne peut que le réguler. Certes, les syndicalistes

policiers, en utilisant les opportunités de la situation, n'avaient pas en tête que la défense des intérêts matériels de ceux dont ils se disent les représentants. Sans doute, certains avaient-ils des arrière-pensées politiciennes.

Ceci dit, ils ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail, et montré que, pour se faire entendre de l'État-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue.

Une leçon à retenir et qui peut servir à ces flics qui réclamaient, dans leurs manifestations, « du blé pour les poulets ». Il faut souhaiter que, lorsqu'ils se trouveront face à des travailleurs qui réclameront la même chose qu'eux, qui défendront dans la rue ou dans la grève leurs emplois, au moment où ils en ont enverra « casser du gréviste », ils s'en souviendront.

J.-P.V.

lence incroyable déployée contre les gilets jaunes en passant par la répression des grèves et des manifestations du mouvement ouvrier.

Les policiers, ce que je vois, c'est qu'on leur demande vraiment de faire un travail difficile mais le gouvernement ne se donne même pas les moyens effectivement de leur donner de quoi travailler. (Nathalie Arthaud, *France Info*, 15 septembre 2021)

Il ne s'agit pas d'un dérapage verbal à la radio, mais d'une véritable ligne politique.

Quand la police, elle protège réellement la population, eh bien c'est une bonne chose bien évidemment et il faut qu'elle en ait les moyens. (Nathalie Arthaud, *France info*, 21 avril 2017)

Cet opportunisme vient de loin.

Je vais étonner, eh bien, je suis pour l'augmentation du nombre de policiers. Mais il faut qu'ils soient plus près de la population. (Arlette Laguiller, *TF1*, 30 mars 1981)

Il faut dire que la CGT syndique les policiers, comme s'ils étaient des travailleurs comme les autres.

Le ministère de l'Intérieur ferait mieux d'octroyer la gratuité du train sans contrepartie aux agents de Police. La CGT-Intérieur Police et la Fédération CGT des Cheminots regrettent que cette annonce tombe en même temps que celle de la remise en cause de ce droit pour les cheminots. Il s'agit là d'une ficelle grossière pour opposer les salariés entre eux. Les policiers ne demandent pas de droits au détriment des autres salariés ! Ils demandent la juste reconnaissance de leur travail, comme les cheminots ! (CGT-Intérieur police & Fédération CGT des cheminots, *Communiqué commun*, 8 septembre 2021)

Pour la CGT, l'État bourgeois est neutre. Tout au plus, la police est, parfois, mal utilisée par tel ou tel gouvernement. Les policiers sont alors victimes de Macron, un peu comme les autres catégories de travailleurs le sont. Tel est le véritable contenu du « monde du travail » incluant le « monde de la répression ». Les adjoints de la bureaucratie syndicale sont donc obligés d'amputer sciemment, délibérément le programme communiste.

LO, un couteau sans lame

Vu l'effondrement du PCF, LO avance désormais qu'il faut un parti, mais sans jamais lui donner sa véritable dimension internationale. Elle a bien des franchises étrangères, souvent de taille réduite, mais sa candidate et sa brochure de campagne n'en parlent pas, les méprise. C'est bon pour la revue et pour la fête annuelle. Or, il n'y a jamais eu de véritable parti révolutionnaire qui soit apparu en dehors d'une internationale ouvrière.

Le centrisme ne comprend pas qu'à l'époque actuelle on ne peut construire un parti révolutionnaire que comme partie intégrante d'un parti international. (Léon Trotsky, « Centrisme et 4^e Internationale », 22 février 1934, *Oeuvres*, EDI, t. 3, p. 241)

Qu'est-ce qu'une « communiste », une « révolutionnaire », une « internationaliste » qui refuse de lutter contre la confiscation des syndicats de salariés par des bureaucraties sociales-impérialistes corrompues ?

N'est pas internationaliste celui qui proclame avec force qu'il est internationaliste, mais seulement celui qui lutte effectivement en internationaliste contre son gouvernement, contre ses sociaux-chauvins. (Vladimir Lénine, « Projet de thèses », décembre 1916, *Oeuvres* t. 23, Progrès, p. 231)

Qu'est-ce qu'une « communiste », une « révolutionnaire » qui demande plus de moyens pour la police ? Qu'est-ce qu'une « communiste », une « révolutionnaire » qui ne prévient pas les travailleurs qu'il faut s'en défendre ? Qu'est-ce qu'une « communiste », une « révolutionnaire » qui n'a pas pour programme l'armement des travailleurs et la dispersion des corps de répression ?

Les réformistes inculquent systématiquement aux travailleurs l'idée que la sacrosainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés. (4^e Internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, GMI, p. 18)

Nous avertissons les travailleuses et les travailleurs qui sympathisent pour LO que, hélas, ils ont affaire à une contrefaçon, à une falsification.

Pour en faire un authentique parti ouvrier révolutionnaire, nous conseillons aux membres de LO de tenter de transformer -collectivement- l'organisation qui les a sensibilisés à la révolution, qui leur a fait lire, après Zola et Gorki, des livres marxistes dont elle ne tire rien. Mais ces militants risquent fort de s'apercevoir que l'influence stalinienne qui ampute le programme se retrouve aussi dans le fonctionnement interne, antidémocratique, comme en ont avant eux fait l'expérience les courants VdT et CR. S'ils réussissent, le GMI se fondra volontiers dans la nouvelle organisation qui sortira de leur combat. S'ils échouent, le Groupe marxiste internationaliste leur tendra la main pour qu'ils ne sombrent pas dans le découragement.

Il faut faire vite, car les échéances approchent et ni le NPA, ni LO ne sauront les affronter.

7 avril 2022

Les travailleurs de la RATP confrontés à la menace de l'éclatement du collectif de travail

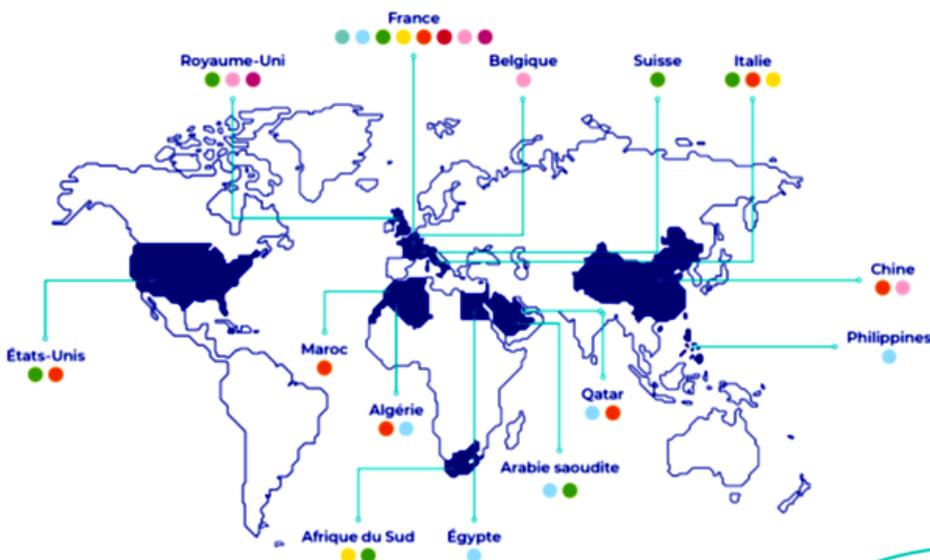
La concurrence des travailleurs entre eux est l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. (Engels, La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, 1845)

La rivalité entre trois entreprises publiques

La nouvelle première ministre Élisabeth Borne a fait ses preuves, entre autres, comme directrice de la stratégie à la SNCF de 2002 à 2007 et comme présidente de la RATP de 2015 à 2017. À la RATP, Catherine Guillouard a pris le relais, au compte du capitalisme français et du seul actionnaire, l'État bourgeois. À compter du 1^{er} juillet, la RATP prendra des mesures unilatérales : 20 heures supplémentaires par an et 90 euros nets d'augmentation par mois, à l'avance rognés par l'inflation.

Il n'est même pas besoin de privatiser l'entreprise pour diviser les travailleurs des transports publics et les exploiter davantage. Il suffit à l'État bourgeois, à ses hauts fonctionnaires (comme Borne autrefois et Guillouard aujourd'hui), à son président du moment, à son gouvernement, à ses présidents de région (dont Péresse), de jouer la concurrence. La concurrence dans les transports publics est orchestrée par les conseils régionaux qui lancent des « appels d'offres », conformément aux règles des « marchés publics ».

Avec ses 515 lignes et 4 800 véhicules, le réseau autobus ne sera pas proposé en un bloc aux entreprises intéressées mais partagé en plusieurs lots, qui feront l'objet d'appels d'offres lancés par Ile-de-France mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports publics de la région parisienne. (Liaisons sociales, 22 novembre 2021)



Keolis (filiale à 70 % de la SNCF) a déjà raflé la nouvelle ligne de tram (T9). La concurrence met surtout aux prises trois fleurons du capitalisme français :

- Le groupe SNCF (100 % État) qui exploite 270 000 travailleurs dans 120 pays et a obtenu en 2021 un chiffre d'affaires (le total des ventes) de 34,7 milliards d'euros ;
- Le groupe Transdev (66 % État) qui exploite 75 000 travailleurs dans 18 pays et a encaissé 7 milliards d'euros en 2021 ;
- Le groupe RATP (100 % État) qui exploite 69 000 travailleurs dans 14 pays et dont le chiffre d'affaires était de 5,8 milliards d'euros en 2021.

Le double jeu des directions syndicales

Lors des dernières élections, en novembre dernier, il n'y avait pas moins de 8 listes en compétition : CGT, FO, UNSA, CFE-CGC, SAT (un syndicat maison), Solidaires, La Base et CFDT. La consultation a conféré à 4 d'entre elles le statut « d'organisation représentative » : CGT (plus de 35 %), FO (plus de 30 %), UNSA (plus de 25 %) et CFE-CGC (moins de 9 %).

Ce syndicalisme de la division est aussi un syndicalisme de la cogestion : au Conseil d'administration siègent Gaëlle Pedraza (CGT), Hervé Techer (FO), Laurence De Wilde-Ghikh (UNSA), Abdelmalek El Hachemi (aujourd'hui FO), Claire Jeunet-Mancy (CFE-CGC). La Commission économique et stratégique de la RATP (CES) compte 4 responsables syndicaux et la Commission de la modernisation technique et technologique et du transport (CMTTT) 4 autres.

Les chefs de la CGT envoient des lettres au ministre de l'économie.

Nous vous demandons d'intervenir auprès de la Direction de la RATP afin qu'elle rouvre, dans les plus brefs délais, des discussions en matière salariale. D'autant que les indicateurs économiques de l'entreprise sont en 2021 très bons. (CGT RATP, « Courrier à l'attention de Bruno Le Maire », 5 avril)

Comme si ce dernier allait désavouer, quelques jours avant l'élection présidentielle, la patronne de la RATP nommée par Macron, alors qu'elle obtient de bons résultats financiers en limitant les rémunérations de ses salariés dans 14 pays.

La bureaucratie syndicale de la RATP sait s'unir pour décréter des « journées d'action » à répétition : pour tous le 18 février et le 25 mars, pour les travailleurs du réseau de surface les 23, 24 et 25 mai. Tout sauf la grève générale jusqu'à satisfaction.

Certains y combinent les « grèves perlées » décidées par les dirigeants de la CGT, de la CFDT, de l'UNSA et de SUD à la SNCF du 3 avril au 28 juin 2018. Ainsi, les responsables de La Base, de la CGT-RATP, de l'UNSA RER et de FO Pôle traction, appellent les conducteurs de RER à des interruptions de travail de 59 minutes tous les lundis et jeudis à partir du 19 mai, séparément des travailleurs des bus.

Nous appelons à faire des grèves de 59 minutes - ça peut aller au-delà, comme 2 heures 59 - pour pouvoir tenir dans la durée... (Arnaud Moinet, La Base, Révolution permanente, 14 mai)

Les grèves reconductibles site par site, la disjonction entre les travailleurs des RER et ceux des bus, les « journées d'action » et les « grèves perlées », ne sont pas des moyens plus économiques et plus sûrs pour gagner. Ce sont autant de divisions et de diversions qui n'ont conduit qu'à des défaites, à la RATP, à la SNCF, à Transdev comme dans l'ensemble de la classe ouvrière.

Les adjoints des bureaucrates syndicaux

Il ne faut pas compter sur LFI, le PS ou le PCF pour mettre en cause les directions syndicales actuelles car ils font partie intégrante de tel ou tel appareil syndical. Les partis « réformistes » partagent avec les bureaucrates des syndicats la nostalgie du général de Gaulle, la prosternation devant l'État bourgeois, la défense du capitalisme français contre ses concurrents.

D'autres (LO, NPA, POID, POI, CCR-RP...) sont obligés, plus trivialement, d'appuyer les appareils syndicaux sur le terrain, de les relayer au jour le jour.

Une journée de grève réussie. (NPA et CR-L'Étincelle, 31 mars)

La direction a reçu la réponse qu'elle méritait avec la grève du 25 mars. (LO, 30 mars)

Tous sont incapables d'affronter les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Il faut absolument déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré. (Lénine, La Maladie infantile du communisme, 1920)

Ces « trotskystes » sont ligüés contre la grève générale.

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. (Trotsky, Encore une fois, où va la France ?, mars 1935)



La « journée de grève » serait « réussie », le patron aurait « reçu la réponse qu'il méritait » à « l'appel de tous les syndicats de la RATP ». C'est faux. Il n'a pas reculé le moins du monde, pas plus que le conseil régional d'Ile-de-France et le gouvernement.

C'est ce qui justifie d'ailleurs le soutien du PCF, de LFI, de LO, du NPA, de l'UCL et compagnie aux journées d'action suivantes décrétées par les mêmes chefs syndicaux.

23, 24, 25 mai, tous en grève. (LO, 9 mai)
Soyons les plus nombreux possible en grève le 23, 24 et 25 mai, sur les piquets de grève et au rassemblement à 10 heures devant le ministère des transports lundi, et devant la Maison de la RATP mardi. (CCR-Révolution permanente, 21 mai)

Pour la grève générale de toute la RATP

Le but des transports publics urbains ne doit pas être le profit. Gratuité !

Il faut en finir avec la division syndicale. Un seul syndicat démocratique et de lutte de classe !

Pour empêcher la hausse de la durée du travail, pour obtenir l'échelle mobile des salaires, pour mettre fin aux sanctions pour activité militante, pour interdire l'éclatement des réseaux de transport public urbain et leur soumission aux conseils régionaux, il faut dresser la grève de tous, ensemble, jusqu'à satisfaction. Grève générale !

Il faudra défendre la grève de masse par des piquets de grève de tous les syndicats et des services d'ordre unis des manifestations. Il faut placer le mouvement sous le contrôle des assemblées générales, des comités de grève élus, du comité central de grève coordonnant tous les comités de grève. Démocratie ouvrière, auto-organisation !

Au-delà de la lutte immédiate contre l'offensive de la direction de la RATP, des revendications d'augmentation des salaires et de la baisse du temps de travail, il faut unir les travailleurs de tout le secteur des transports urbains collectifs par le maintien et l'alignement de tous les contrats sur les statuts et conditions de travail les meilleurs, ceux de la SNCF et de la RATP. Une seule entreprise sous le contrôle de ses travailleurs et des travailleurs et étudiants transportés !

22 mai 2022

Adresse du 1^{er} mai Socialisme ou barbarie !

L'impérialisme russe hors d'Ukraine !

La guerre fait rage en Ukraine depuis le 24 février, entraînant la fuite de millions de réfugiés et des morts et blessés, civils et militaires, par dizaines de milliers. Cette guerre rappelle aux prolétariats du monde entier que le capitalisme parvenu au stade impérialiste engendre inévitablement les guerres et les destructions dans l'incessant combat pour le partage et le repartage du monde entre les États les plus puissants.

L'Ukraine est un enjeu important entre les impérialismes occidentaux et l'impérialisme russe. En 2014, l'Ukraine avait demandé son adhésion à l'UE et à l'OTAN, au détriment des relations antérieures avec la Russie. Mais l'impérialisme russe, avec l'annexion de la Crimée et le contrôle d'une partie du Donbass, avait déjà montré que cette situation lui était insupportable.

Pour l'État russe, la priorité accordée par l'État américain à la lutte contre le capitalisme chinois en plein essor, son désengagement partiel des pays d'Europe, d'Asie de l'Ouest, son retrait désordonné d'Afghanistan, ont offert l'occasion de desserrer l'étau économique et militaire des impérialismes occidentaux. Ceux-ci ayant fait savoir qu'ils n'interviendraient pas militairement, Poutine a lancé ses troupes dans l'objectif d'annexer totalement l'Ukraine ou d'y installer un gouvernement fantoche à sa botte.

L'Ukraine n'est pas une nation, mais une invention de Lénine et des bolcheviks. Staline a tenté de remédier à cette « invention folle » mais il n'y est pas parvenu.
(Vladimir Poutine, 21 février)

Les communistes internationalistes sont résolument du côté du pays dominé contre l'agression d'une puissance impérialiste, comme l'ont toujours défendu Lénine et Trotsky. Le renforcement de la pression de l'OTAN sur la Russie par le développement de ses bases militaires est indiscutable, mais les rivalités entre puissances ne justifient en aucun cas que l'existence même de l'Ukraine soit mise en cause. Et la tâche du prolétariat ukrainien comme du prolétariat mondial consiste à défendre, sur une base d'indépendance de classe, ce droit à l'indépendance tout en combattant pour la révolution socialiste en Ukraine, pour l'internationalisme, pour la fédération des États-Unis socialistes d'Europe.

Le gouvernement ukrainien est un gouvernement nationaliste bourgeois, l'armée ukrainienne est une armée bourgeoise qui a y compris intégré des bataillons fascistes, mais les communistes internationalistes défendent inconditionnellement l'Ukraine contre l'agression impérialiste russe, comme ils ont défendu l'Irak ou la Serbie aux mains de nationalistes bourgeois contre les agressions de la coalition des impérialismes dirigée par les États-Unis,

comme ils ont soutenu le peuple arabe de la Palestine contre la colonisation sioniste malgré le caractère bourgeois de la direction du mouvement national palestinien (Fatah, Hamas), comme ils condamnent la guerre menée au Yémen par l'Arabie monarchique et antisémite alliée des impérialismes « démocratiques ». Pas plus aujourd'hui qu'hier, ce soutien à la victime de l'oppression nationale ne vaut soutien à son régime, à son gouvernement, ne vaut soutien à Zelensky.

Pour une perspective révolutionnaire en défense de l'Ukraine

L'État russe justifie son agression en prétextant un « génocide » de la minorité russophone qui vit en Ukraine, notamment dans le Donbass. En réalité, les droits et libertés des minorités sont utilisés par les différents impérialismes au gré de leurs intérêts. En 2014, le gouvernement ukrainien oeuvre à renforcer ses liens avec les impérialismes européens. Et l'impérialisme russe utilise à son tour cette oppression en 2014 pour annexer la Crimée d'une part et pousser à la sécession d'autre part y compris par un appui militaire massif, les régions de Donetsk et de Lougansk dans le Donbass.

Les communistes internationalistes sont pour la défaite de l'impérialisme russe en Ukraine.

L'Ukraine a le droit de se procurer des armes pour se défendre, même si les impérialismes états-unien et européens qui les lui fournissent poursuivent leurs propres objectifs, qui sont au moins de garder l'Ukraine sous leur influence. La défaite de l'Ukraine signifierait l'écrasement du prolétariat ukrainien, le renforcement de l'impérialisme russe et de la dictature de Poutine sur le prolétariat russe. À l'inverse, la défaite de l'impérialisme russe ouvrirait la voie au soulèvement du prolétariat russe tout en permettant au prolétariat ukrainien de s'organiser et de se battre pour son propre compte. Voilà notre perspective !

Les impérialismes états-unien et européens ont déclenché des salves de sanctions contre la Russie, sans aller jusqu'à se priver des livraisons de gaz et de pétrole qui restent indispensables pour les capitalismes européens. Ils font grand bruit sur le gel des avoirs des oligarques russes, mais d'une part ce gel n'est pas l'expropriation, d'autre part il est assez facilement contourné grâce à divers paradis fiscaux bienveillants aux grandes fortunes. En revanche, les sanctions économiques comme l'embargo sur certaines importations ou exportations russes, les restrictions financières entraînant la chute du rouble, frappent d'abord la population russe, entraînant par exemple la mise au chômage de milliers d'ouvriers des usines automobiles.



Par ailleurs, les impérialismes occidentaux profitent de la situation pour renforcer les bases militaires de l'OTAN autour de la Russie, les États-Unis ont envoyé 20 000 soldats supplémentaires en Europe, l'impérialisme français envoie des contingents de soldats en Roumanie, etc.

Le maintien de l'impérialisme est un fléau pour l'humanité

La guerre en Ukraine est un tournant dans la situation mondiale. Elle dresse face à face l'impérialisme russe qui est allé chercher le soutien de l'impérialisme chinois contre l'impérialisme états-unien et les principaux impérialismes européens. Ceux-ci font très attention à ne pas franchir la limite ténue qui les maintient hors d'un engagement direct dans le conflit, mais cette guerre peut basculer dans une guerre inter-impérialiste. L'enlèvement de l'armée russe en Ukraine, intolérable pour Poutine, peut entraîner une escalade militaire et précipiter un affrontement direct entre puissances impérialistes.

La guerre en Ukraine a déjà des conséquences économiques dramatiques dans de nombreux pays dominés, mais aussi pour les prolétaires et toutes les couches paupérisées dans les pays avancés. La rupture de l'approvisionnement en céréales venant d'Ukraine et de Russie, mais aussi d'engrais, de différents minerais comme le nickel, etc. fait flamber les prix, alimentés par la spéculation. Ainsi le pain vient à manquer ou devient hors de prix dans de nombreux pays du Proche-Orient ou d'Afrique. Le prix du gaz et celui du pétrole, dont la Russie est un des principaux exportateurs, poursuivent leur course folle. L'inflation s'accélère, elle atteint 8,5 % aux États-Unis, presque 10 % en Espagne, plus de 61 % en Turquie, plus de 55 % en Argentine, elle dépasserait les 20 % en Algérie... faisant fondre les salaires, les retraites, les allocations et les aides, quand ils existent. Plusieurs banques centrales relèvent déjà les taux d'intérêt de leurs prêts aux banques, la croissance ralentit, les signes d'une possible nouvelle crise capitaliste mondiale s'accumulent.

Ceci renforce les contradictions entre les États impérialistes, entre les puissances régionales. Le fardeau du militarisme pèse de plus en plus sur les producteurs avec l'augmentation généralisée des dépenses militaires. La classe capitaliste, en même temps qu'elle entraîne inexorablement la planète dans un désastre écologique et climatique, entend toujours sauvegarder son taux de profit en reportant sur les travailleurs, sur les populations des pays dominés la facture de la guerre comme la facture de ses crises. Discrimination religieuse, xénophobie, racisme, persécutions contre les réfugiés et les migrants sont utilisés ouvertement par les gouvernements bourgeois qui renforcent la police et

l'armée, réduisent les libertés et criminalisent la contestation sociale.

Pour une internationale ouvrière révolutionnaire

L'alignement des principaux chefs syndicaux et des partis réformistes (SPD, Labour Party, PS, PCF, PSOE, DSA...) sur l'OTAN, le soutien direct ou indirect apporté par d'autres partis réformistes (Partido dos Trabalhadores, La France insoumise...) à l'impérialisme russe laisse la classe ouvrière mondiale paralysée, sans perspective propre contre la guerre en Ukraine. Il la cantonne, soit à un soutien à leur propre impérialisme, soit à une simple solidarité avec les victimes de la guerre.

Pourtant, la mobilisation du prolétariat mondial pourrait mettre fin à la guerre, pourrait ouvrir la voie au prolétariat russe durement réprimé quand il ose protester contre la guerre que mène son impérialisme.

Contre la collaboration de classe des bureaucraties ouvrières corrompues, les communistes internationalistes exigent des directions syndicales et des partis réformistes de rompre avec la bourgeoisie. Pour défaire l'impérialisme et ses guerres, les travailleurs doivent exiger le front unique de leurs organisations de masse sur les mots d'ordre :

L'impérialisme russe hors d'Ukraine ! Aucun soutien à l'OTAN ni à un quelconque impérialisme européen ou étatsunien ! Retrait d'Europe centrale des troupes des impérialismes

occidentaux ! Retrait de toute l'Europe des troupes étatsuniennes ! Dissolution de l'OTAN ! À bas les sanctions économiques qui frappent d'abord le prolétariat russe ! Pour la révolution socialiste en Ukraine comme en Russie !

Les travailleurs du monde entier ont besoin d'une internationale ouvrière révolutionnaire qui les dégage de l'emprise des dirigeants des partis réformistes et des bureaucrates syndicaux qui sèment le poison des illusions parlementaires, du chauvinisme, des compromis avec leur bourgeoisie ou leur impérialisme.

Indexation des salaires sur l'inflation ! Contrôle des travailleurs sur l'activité des services et entreprises essentiels et sur la fermeture de ceux qui ne le sont pas ! Expropriation des groupes capitalistes ! Gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers, la destruction de l'État bourgeois et la dissolution de l'armée professionnelle, des corps de répression policiers et des bandes fascistes par les travailleurs en armes ! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'environnement et l'avenir de l'humanité ! Pour une fédération socialiste mondiale !

1^{er} mai 2022, Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



Israël mène une guerre permanente aux Palestiniens

Opération « *brise vague* »

En une semaine, à la fin du mois de mars, 14 citoyens israéliens ont été tués par deux Arabes israéliens et un Palestinien de Cisjordanie, au cours de trois attentats dont deux revendiqués par Daech et le Jihad islamique. Le gouvernement Bennett a aussitôt lancé un appel aux Israéliens « *pour qu'ils se déplacent toujours avec leur arme personnelle* » et donné « *carte blanche* » aux forces de répression. Cinq bataillons d'infanterie ont été déployés en Cisjordanie, l'armée a pénétré dans les camps de réfugiés comme à Jénine, infligé des punitions collectives aux habitants, procédé à des enlèvements, détruit des maisons. Les territoires ont été bouclés ; 109 points de contrôle volants ont été ajoutés aux 108 permanents qui entravent les déplacements, réduisent à rien les possibilités de travailler mais multiplient les humiliations et les agressions.

Sur l'esplanade des Mosquées, dès le début avril, mois de Ramadan, des ultra-orthodoxes juifs protégés par la police ont multiplié les provocations. Les tentatives de ripostes palestiniennes se sont soldées par des assauts de l'armée qui ont fait 200 blessés et 400 arrestations. Des roquettes lancées depuis Gaza en guise de protestation contre cette répression ont été suivies de raids aériens sur cette minuscule enclave peuplée de deux millions de personnes. La marine de guerre israélienne a tiré sur des pêcheurs gazaouis. À ce jour, 40 Palestiniens ont été tués.

La violence du joug colonial

L'assassinat de civils israéliens provoque à juste titre une large condamnation des gouvernements et de la presse à travers le monde. Par contre, les mêmes ferment les yeux depuis 70 ans sur le terrorisme d'État qui porte largement la responsabilité des frustrations, de la misère, du désespoir, de l'absence de toute perspective que connaissent les Palestiniens. La mort des pauvres et des opprimés est bien supportée par les États bourgeois et ceux qui les servent.

Le rapport de l'organisation non-gouvernementale internationale Human Rights Watch (HRW) pour 2021, comme celui du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU, établit qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les forces de sécurité israéliennes avaient, à la date du 4 décembre, tué 77 Palestiniens et en avaient blessé plus de 1 000 par des tirs à balles réelles. Des colons israéliens avaient tué cinq Palestiniens, en avaient blessé 137 et avaient causé des dommages matériels lors de 287 incidents, à la date du 22 octobre, selon l'OCHA.

À Gaza, en mai 2021, lors des 11 jours de guerre menée par l'État d'Israël, 260 Palestiniens ont été tués, dont 66 enfants, et 2 200 ont été blessés. Les autorités de Gaza ont affirmé que 2 400 logements avaient été rendus inhabitables et plus de 50 000 endommagés. « *8 250 personnes demeuraient déplacées à l'intérieur des frontières* » à la fin de 2021, a indiqué l'OCHA. Les bombardements ont également endommagé 331 établissements scolaires, 10 hôpitaux et 23 cliniques de soins courants.

Israël maintient au moins 5 000 Palestiniens en détention pour des infractions liées à la « *sécurité* », dont 200 enfants, souvent pour avoir lancé des pierres, selon des chiffres communiqués par HaMoked, une organisation israélienne de défense des droits humains et par Adameer, une association palestinienne de défense des droits des prisonniers. Defence for Children International—Palestine (DCIP) estime qu'environ 700 enfants palestiniens, dont certains n'ont pas plus de 12 ans, sont détenus et poursuivis chaque année devant les tribunaux militaires israéliens où les verdicts de culpabilité frôlent les 100 %. Tous les habitants de Cisjordanie sont soumis à ce régime d'exception quand le droit civil israélien est appliqué aux colons. En outre, près de 600 Palestiniens se trouvent en détention administrative sans inculpation formelle ni procès, d'après HaMoked.

Plus de 1 300 plaintes relatives à des tortures, notamment à des mises en chaînes douloureuses, des privations de sommeil et des expositions à des températures extrêmes, ont été déposées auprès du ministère israélien de « *la justice* » depuis 2001, et n'ont abouti qu'à deux enquêtes criminelles et aucune inculpation, selon une organisation israélienne de défense des droits, le Comité public contre la torture.

Obtenir le silence

Shireen Abu Akleh, le 11 mai, a été abattue d'une balle en pleine tête alors qu'elle couvrait un raid de l'armée israélienne sur le camp de Jénine. Portant casque, gilet barré du bandeau « *presse* », la journaliste de la chaîne Al-Jazira est la seizième professionnelle de la presse assassinée ces dix dernières années. Reporters sans frontières dénombre 35 assassinats de journalistes ou photographes par l'armée israélienne depuis 2001, la plupart dans les territoires occupés (*Le Monde*, 15 mai 2022). Ils sont ciblés parce qu'ils témoignent.

À la radio militaire, un porte-parole va jusqu'à assimiler Mme Abu Akleh à une combattante ennemie, qui « filmait et travaillait pour un média parmi des Palestiniens armés. Ils sont armés avec des caméras, si vous me permettez de le dire. » (Le Monde, 13 mai 2022)

L'État colon déploie son arsenal coercitif pour restreindre au maximum l'information sur ses crimes. Les réseaux sociaux sont étroitement surveillés et la liberté d'expression bafouée, des organisations palestiniennes de défense des prisonniers ou des enfants ont été interdites (6 ONG cette année dont DCIP).

Le jour des funérailles nationales de Shireen Abu Akleh, le 13 mai, la police israélienne a sillonné Jérusalem pour arracher les drapeaux palestiniens, frapper ceux qui chantaient. Ce qu'elle qualifie de « provocations nationalistes ». Elle a fait irruption à la matraque dans la cour de l'hôpital d'où devait partir le cortège vers la Vieille Ville, attendu par des milliers de personnes rendant hommage à la journaliste assassinée. Quatorze personnes ont été blessées dont trois touchées à la tête par des balles de métal cerclées de caoutchouc.

Les policiers chargent ceux qui se sont rassemblés dans la cour de l'hôpital. Ils poussent contre un mur les hommes qui s'étaient saisis du cercueil et qui avançaient vers les grilles, vers la rue. Ils s'acharnent sur deux des porteurs. L'un d'eux reçoit au moins dix coups de matraque dans les côtes et sur l'épaule, un coup de pied aux fesses et finit par s'écrouler. Le cercueil bascule à 45 degrés, en direct devant les caméras mais ne tombe pas. (Le Monde, 15 mai 2022)

Amro Abu Khdeir, le porteur matraqué, a été arrêté le 16 mai chez lui à Jérusalem-Est et placé à l'isolement, accusé « d'appartenir à une organisation terroriste », qualificatif utilisé par l'injustice israélienne pour réprimer toute dénonciation de l'occupation et de ses crimes.

La presse israélienne a assuré, le 19 mai, que l'armée n'avait pas l'intention d'ouvrir une enquête sur la mort de la journaliste. (Le Monde, 21 mai 2022)

Une politique qui nie le droit des Palestiniens à l'existence

À feu nourri ou à petit feu, les Palestiniens sont empêchés de vivre. La colonisation s'étend, le gouvernement Bennett vient d'annoncer un projet de construction et d'appels d'offres pour 4 500 logements supplémentaires dans des colonies de Cisjordanie, où vivent près d'un demi-million d'Israéliens.

L'irrigation est mise à mal par le vol pur et simple de l'eau des aquifères de Cisjordanie (voir « La politique israélienne de l'eau : une volonté permanente d'accaparement des ressources régionales », *Géologues* n° 171, décembre 2011).

La barrière de séparation, qu'Israël dit avoir érigée pour des raisons de sécurité mais dont 85 % se trouve en Cisjordanie plutôt que sur la Ligne verte, sépare des milliers de Palestiniens de leurs terres agricoles. Elle isole également 11 000 Palestiniens qui vivent du côté ouest



SHIREEN ABU AKLEH

de la barrière mais ne sont pas autorisés à se rendre en Israël, ne peuvent que rarement accéder à leur propriété ou à des services de base. À Jérusalem-Est, les organisations de colons s'appuient sur une loi discriminatoire qui leur permet de revendiquer des terres dont elles affirment qu'elles appartenaient à des Juifs avant 1948. Les Palestiniens, eux, parmi lesquels les habitants du quartier de Sheikh Jarrah qui vont être expulsés, sont dans l'impossibilité aux termes de la loi israélienne de récupérer les terres qu'ils possédaient avant la création de l'État d'Israël. Et le droit au retour des réfugiés est totalement proscrit.

En 1981 Israël a décidé de faire d'un territoire au sud d'Hébron une zone de tirs pour son armée d'occupation. La Cour suprême israélienne vient de rejeter le 4 mai 2022 le dernier recours contre l'expulsion et le transfert forcé des 1 500 habitants palestiniens qui vivent à Masafer Yatta, cultivent les terres, élèvent leur bétail. Ces communautés de bédouins sédentarisés ont fourni au tribunal des preuves de leur installation dans cette zone de 3 000 hectares bien avant qu'Israël n'occupe la Cisjordanie (photographies de 1937, actes de vente de moutons...) En vain. Cette décision ouvre la voie à la démolition des huit villages qui s'y trouvent et à l'expulsion de leurs habitants. Une marche pacifique de protestation, le vendredi 20 mai, a été attaquée par l'armée. Dans un communiqué, l'ONG israélienne anticolonisation B'Tselem a déclaré :

La Haute Cour de justice d'Israël a statué que le transfert forcé de centaines de Palestiniens de leurs maisons et la destruction de leurs communautés dans le but manifeste de s'emparer de leurs terres était légal... Les juges ont ainsi prouvé une fois de plus que les occupés ne peuvent pas s'attendre à ce que justice soit rendue par le tribunal de l'occupant. (Le Monde, 10 mai 2022)

La Cour suprême israélienne a validé en juillet 2021 la *Loi sur l'État-nation* qui affirme qu'Israël est « l'État-nation du peuple juif », déclare que, sur son territoire, le droit à l'autodétermination « est réservé au peuple juif » et établit la « colonie juive » comme une valeur nationale. Une négation complète des droits fondamentaux des Palestiniens. Elle lui sert également à rejeter systématiquement les requêtes d'environ 31 000 demandeurs d'asile érythréens et soudanais auxquels les gouverne-

ments successifs ont imposé des restrictions en matière de déplacements, de permis de travail, d'accès aux soins médicaux et à l'éducation, afin de les pousser à partir.

Ce même mois de juillet, le parlement israélien n'a pas prorogé une ordonnance temporaire qui était en place depuis 2003 et interdisait, à de rares exceptions, l'octroi d'un statut juridique de longue durée dans le pays aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza qui épousent des citoyens ou des résidents permanents d'Israël.

Gaza manque de tout

Israël étrangle depuis 15 ans Gaza par un blocus draconien qui réduit à presque rien les zones de pêche, les autorisations journalières de sortie du territoire, les exportations de produits frais et les importations d'un nombre invraisemblable de biens, matériaux de construction et d'autres, considérés comme étant à « *double usage* », c'est-à-dire pouvant aussi être utilisés à des fins militaires. La liste comprend les équipements pour les examens aux rayons X et les matériels de communications, ainsi que leurs pièces détachées. Selon l'OCHA, les familles vivant à Gaza ont dû se passer d'électricité produite par le réseau central pendant plus de 11 heures par jour en moyenne. Les coupures prolongées et chroniques d'électricité compliquent de nombreux aspects de la vie quotidienne (chauffage, climatisation, traitement des eaux usées, soins médicaux...). L'eau des nappes phréatiques de Gaza, qui sont la seule source d'eau naturelle du territoire, est « *presque entièrement impropre à la consommation humaine* ». Également selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les réserves de « *42 % des médicaments essentiels* » sont annuellement à un niveau inférieur aux besoins pour un seul mois.

L'ambassade de France au Liban a publié les chiffres suivants : le taux de chômage au sein de la population active en Palestine a atteint 26 % en 2021, 47 % à Gaza et 16 % en Cisjordanie. Le taux de chômage des femmes dépasse les 43 % mais il est inférieur à celui des jeunes diplômés de moins de 30 ans. 60 % des Gazaouis et 30 % des Palestiniens de Cisjordanie vivent sous le seuil de pauvreté.

Le rapport d'Amnesty International publié en février dernier sur la politique d'« *apartheid israélien* » détaille les restrictions sur l'approvisionnement en gaz et en nourriture des Palestiniens, affirmant qu'Israël utilise « *des formules mathématiques pour déterminer la quantité de nourriture à autoriser à Gaza* », limitée à ce qu'il juge « *essentiel pour la survie de la population civile* ». Cette arme alimentaire met en joue aussi la population de Cisjordanie au moment où l'accès aux terres agricoles est un combat de chaque jour, où toutes les importations sont soumises à l'autorisation de l'occupant (95 % du blé est importé), au moment où les prix flambent : la confédération d'ONG Oxfam international

alerte en avril sur le fait que « *les prix des denrées alimentaires dans toute la Palestine ont bondi de 25 %, le coût de la nourriture pour le bétail de 60 %, les réserves de farine de blé dans les territoires occupés pourraient être épuisées en l'espace de trois semaines.* »

Le gouvernement israélien a vacciné plus des deux tiers de ses citoyens et résidents permanents et a commencé à offrir des troisièmes doses de rappel en octobre dernier. Il a fourni des vaccins aux citoyens palestiniens d'Israël et aux résidents permanents palestiniens de Jérusalem-Est occupé, ainsi qu'aux colons israéliens en Cisjordanie, mais pas à la plupart des plus de 4,7 millions de Palestiniens vivant sous contrôle israélien en Cisjordanie occupée et à Gaza.

L'impunité de l'agresseur

Ce n'est pas la seule Convention internationale qu'Israël viole. Il contrevient à 40 résolutions votées par l'ONU (sans parler des centaines bloquées essentiellement par les gouvernements américains successifs), à plusieurs résolutions adoptées à Genève, à des arrêts de la cour internationale de justice de la Haye. Depuis sa création en 2006, 9 des 30 sessions du Conseil aux droits de l'homme de l'ONU concernent les agissements d'Israël. En mai 2021, il a créé une Commission d'enquête spéciale pour examiner les responsabilités lors des affrontements qui venaient de se dérouler dans plusieurs villes d'Israël et de Cisjordanie. Tous les États européens siégeant au Conseil se sont abstenus (dont la France des droits de l'Homme...) ou ont voté contre la création de cette commission.

Il n'y a pas de meilleure preuve que ni l'ONU, ni aucune autre assemblée émanant des États bourgeois, ne constituent une protection pour les Palestiniens qui ne peuvent en attendre, au mieux, que des mines chagrînées et des mots sur du papier. Cela n'a jamais empêché la fourniture des armes et des financements à Israël.

Les soutiens d'Israël

Lors des affrontements de mai 2021, l'administration Biden a critiqué les attaques à la roquette menées par les groupes armés palestiniens, mais pas le comportement d'Israël, et elle a maintenu la vente à ce pays de 735 millions de dollars d'armements, y compris de munitions à guidage de précision utilisées dans des attaques à Gaza. Ce financement s'ajoute aux 3,7 milliards de dollars d'assistance en matière de sécurité que les États-Unis fournissent à Israël et d'une enveloppe supplémentaire d'un milliard de dollars autorisée en octobre.

L'un des derniers actes du gouvernement Macron-Castex a été, par la voix du toujours ministre Darmanin, de tenter d'interdire le Comité Action Palestine et le Collectif Palestine Vaincra. Cependant, le Conseil

d'État a suspendu vendredi 29 avril l'exécution des décrets de dissolution publiés en mars par le ministère de l'Intérieur, jugeant que le dossier d'accusation de menées terroristes était par trop infondé et que la liberté d'expression aurait été la seule victime dans cette histoire.

Un commissaire européen hongrois, proche d'Orban, tient en otage, à lui tout seul, l'aide européenne à la Palestine : 215 millions d'euros dont le non versement prive 120 000 familles pauvres d'une allocation trimestrielle de survie, baisse de 20 % le salaire des fonctionnaires en Cisjordanie et déstabilise tout le secteur hospitalier de Jérusalem-Est, destinataire de 10 à 20 millions sur cette enveloppe.

Depuis septembre 2021, le département de cancérologie de l'hôpital Augusta-Victoria de Jérusalem-Est fonctionne au ralenti. À court d'argent, l'un des principaux centres de soins des territoires occupés ne peut plus recevoir de nouveaux malades du cancer. Au total près de 500 Palestiniens en attente d'une chimiothérapie ou d'un autre type de traitement ont été refusés. (Le Monde, 3 mai 2022)

Des États arabes ont approfondi ou noué des liens avec l'opresseur des Palestiniens, préférant miser sur les affaires juteuses et contribuant à aggraver l'isolement des opprimés. Ainsi en est-il des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Soudan, du Maroc, de la Jordanie. Depuis le coup d'État militaire de 2013, l'Égypte de al-Sissi a restreint les déplacements des habitants de Gaza au passage de Rafah quand elle ne le ferme pas carrément.

Ni l'Autorité palestinienne ni le Hamas n'ouvrent une perspective de libération

Comme toutes les bourgeoisies du monde, la bourgeoisie palestinienne, tant sa branche nationaliste panarabe (Fatah) que sa fraction cléricale panislamiste (Hamas), n'a rien de progressiste. Elle se montre plus efficace contre le prolétariat que contre l'occupant.

L'Autorité palestinienne (AP) a énormément développé ses forces de répression tandis qu'elle se montre incapable de planifier les investissements nécessaires dans l'agriculture, le traitement de l'eau, les énergies...

Sa police est nulle contre l'armée d'Israël, quand elle ne lui sert pas de supplétif, mais brutale avec tous les opposants. Entre janvier et septembre 2021, la Commission indépendante des droits humains (ICHR, créée par Arafat en 1993) a reçu 87 plaintes contre l'AP relatives à des arrestations arbitraires, par exemple pour « *insulte aux hautes autorités* », 15 autres relatives à des enlèvements et détentions sans procès ou sans inculpation sur ordre d'un gouverneur régional et 76 concernant des tortures et des mauvais traitements. Le 21 juin 2021, un détracteur de l'AP, Nizar Banat, est mort lors de sa garde à vue, peu après avoir été arrêté et battu devant la maison d'un

membre de sa famille par les forces de l'AP. La même police a violemment dispersé des manifestations populaires et a arrêté de nombreux Palestiniens qui réclamaient justice après la mort de cet opposant, très connu pour ses dénonciations de la corruption de l'Autorité palestinienne.

Les lois de l'AP sur le statut personnel permettent des discriminations à l'encontre des femmes, notamment en matière de mariage, de divorce, de garde des enfants et d'héritage ; il n'existe pas de loi exhaustive sur les violences conjugales. Le code pénal en vigueur en Cisjordanie et à Gaza autorise les châtiments corporels des enfants par leurs parents, qui demeurent une pratique généralisée.

L'étendue du rejet de l'AP dans la population explique sans aucun doute pourquoi Abbas a reporté de nouveau les élections législatives et présidentielle. Les Palestiniens n'ont pas voté depuis 2005.

Le Hamas avait décidé de se rapprocher du Fatah, la réconciliation devait se manifester au moment des élections en mai 2021. Leur annulation le prive du mirage de l'unité des rangs palestiniens qu'il espérait faire avaler à la population qui désespère. Des groupes armés (EI, Jihad) qui critiquent l'incapacité du Hamas à améliorer le sort des Palestiniens ne misent pas plus sur le prolétariat que leur frère aîné et se délectent des roquettes qu'ils tirent sur l'un des États les mieux armés du monde.

Palestine libérée et unifiée !

La fin de l'apartheid, l'égalité entre Juifs et Arabes, le droit au retour des millions de réfugiés ne pourront être obtenus en maintenant l'État colonial. Une solution démocratique passe par le démantèlement de l'État sioniste, cléricale et raciste, belliciste et instrument des vieilles puissances impérialistes au Proche-Orient, ainsi que de la monarchie de Jordanie.

Ni le Fatah, ni le Hamas ne se fixent cette tâche, parce qu'elle est dans l'intérêt de tous les opprimés contre tous les oppresseurs. C'est pourquoi ils ne s'adressent jamais aux prolétaires palestiniens (noyés dans « le peuple ») et juifs (assimilés à la bourgeoisie israélienne et son État). La révolution socialiste est la seule voie pour résoudre la question nationale palestinienne, la seule classe capable de l'accomplir, c'est la classe ouvrière unie de la région (Arabes, Juifs, Turcs, Kurdes, Perses...).

Il faut construire une nouvelle internationale communiste, instrument du prolétariat pour instaurer une Palestine démocratique, laïque et multiethnique, dans laquelle pourront vivre ensemble musulmans, israélites, chrétiens et athées... Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution socialiste, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Proche-Orient.

23 mai 2021

États-Unis À bas la réaction !

Pour le droit à l'avortement libre et gratuit !

Un droit fragile constamment remis en cause

Aux États-Unis, avant l'arrêt de la Cour suprême appelé Roe contre Wade du 22 janvier 1973, le droit à l'avortement était du ressort exclusif de chacun des États qui légiférait comme bon lui semblait sur la question, certains l'interdisant totalement ou le restreignant drastiquement aux cas de viols ou d'incestes, d'autres l'autorisant plus ou moins librement comme la Californie ou l'État de New-York.

Le droit (limité) à l'avortement est le produit de la mobilisation des femmes travailleuses pour l'émancipation, des Noirs pour l'égalité, d'une partie de la jeunesse étudiante et des conscrits contre la guerre du Vietnam qui ont ébranlé la citadelle du capitalisme mondial durant les années 1960 et 1970. Avec l'arrêt Roe/Wade de 1973, soit 3 ans avant la loi Veil en France, la Cour suprême juge, suite à une plainte en appel, que la loi ayant alors cours au Texas interdisant l'avortement est trop restrictive. L'arrêt Roe/Wade, qui n'est donc pas une loi fédérale, mais une jurisprudence, reconnaît le droit à l'avortement, mais cela constitue une réponse minimale aux exigences de plus en plus pressantes des mouvements féministes, démocratiques ou politiques de l'époque.

En effet, si l'arrêt Roe/Wade stipule que « *le droit au respect de la vie privée, présent dans le 14^e amendement de la Constitution... est suffisamment vaste pour s'appliquer à la décision d'une femme de mettre fin ou non à sa grossesse* », la Cour suprême va reconnaître également à chaque État le droit d'ajouter des restrictions au droit à l'avortement, quand il estime par exemple que la grossesse est trop avancée. Ainsi, bien loin d'un réel droit homogène à l'avortement libre et gratuit qui s'imposerait sur tout le territoire des États-Unis, il s'agit d'un droit à géométrie variable puisque la liberté de le restreindre est laissée à chaque État.

Dès lors, le terrain reste ouvert à la galaxie des organisations réactionnaires qui bataillent dans chaque État pour rogner ce droit par tous les moyens possibles : en faisant promulguer des lois de plus en plus restrictives, quitte à mener ensuite d'interminables batailles juridiques devant la cour d'appel de chacun des États, et éventuellement en dernier appel devant la Cour suprême. Rien qu'entre 2012 et 2016, plus de 200 mesures locales ont été prises pour restreindre l'accès à l'IVG. Par exemple, dès le début 2016, 13 États avaient déjà banni les avortements à plus de 20 semaines. Ou bien dans le Mississippi, en imposant un délai de 72 heures entre le premier examen et l'acte médical, obligeant la patiente à revenir, en devant parfois franchir les « *comités d'accueil pro-vie* » stationnant à l'entrée de la clinique. Ou encore l'Indiana qui interdit le recours à l'avortement en cas de détection de trisomie 21... Mais aussi en imposant des mesures règlementaires tatillonnes exorbitantes aux cliniques pratiquant les avortements, jusqu'à leur imposer la taille requise des couloirs ou celle des places de parkings, pour les obliger à renoncer. En supprimant tout financement public aux services du planning familial. Et si cela ne suffit pas, les médecins pratiquant l'IVG sont menacés, voire même agressés et leurs familles harcelées.

Ainsi, le Mississippi est passé de 14 cliniques pratiquant les IVG à une seule en 2016. C'est aussi la situation dans 6 autres États. Ce droit à l'avortement d'une portée limitée est d'autant plus fragile que la couverture financière de l'IVG, pas plus d'ailleurs que celle des moyens contraceptifs comme la pilule, n'est prévue ni prise en charge nationalement. Or c'est loin d'être un détail, puisque le coût d'une IVG oscille entre 600 et 800 dollars, alors que 49 % des femmes qui ont aujourd'hui recours à l'avortement vivent sous le seuil de pauvreté, selon le Guttmacher Institute, un centre de recherche spécialisé sur ces questions. Il est fragile aussi par la nature même de son origine, la Cour suprême, car selon le droit américain, celle-ci n'est pas liée par la jurisprudence précédente et peut donc tout à fait légalement défaire ce qu'elle avait précédemment jugé, selon l'orientation plus ou moins réactionnaire des juges qui la composent, lesquels sont d'ailleurs nommés à vie par le Président et n'ont de compte à rendre à personne ! Trois de ces juges étant décédés pendant son mandat, Trump les a donc remplacés en les choisissant parmi les plus rétrogrades, donnant ainsi la majorité à tous les coups au camp de la réaction.

Une loi fédérale s'imposant à chaque État et fixant des règles précises en faveur du droit à l'avortement permettrait évidemment de le sécuriser. C'est ce qu'avait



promis Obama en menant campagne en 2008 avec l'investiture du Parti démocrate pour son premier mandat, « *c'est la première chose que je ferai quand je serai président* » avait-il déclaré. Mais à peine élu, il refuse d'engager la bataille contre l'opposition républicaine, n'écrit même pas de projet de loi et déclare peu après en 2009 : « *Ce n'est plus ma priorité en ce moment* ». Or, jusque début 2010, Obama bénéficie, outre de la majorité à la Chambre des représentants, d'une « *super majorité* » au Sénat, c'est-à-dire de plus de 60 % des voix, condition requise pour passer outre toute tentative d'obstruction du Parti républicain. Il s'agit donc d'une trahison pure et simple du président démocrate, dont les professions de foi n'ont pas résisté longtemps à son souci constant de préserver l'unité nationale. Il n'en sera plus question tout au long de ses deux mandats...

Les Églises chrétiennes comme pointe avancée de la réaction

Si le Parti républicain porte le combat contre le droit à l'avortement, les nombreuses Églises étatsuniennes, influentes aussi bien du côté républicain que démocrate, sont le fer de lance de la campagne contre le droit à l'avortement. Cela leur est d'autant plus facile que la religiosité, réelle ou affichée, vertèbre idéologiquement la bourgeoisie américaine, comme le montre le serment fait sur la Bible à chaque investiture présidentielle ou la devise officielle des États-Unis depuis 1956 « *in God we trust* » (en Dieu nous croyons) qui figure sur toutes les pièces et billets de banque.

Le poids de la religion aux États-Unis vient de loin. Les flux de migrants européens, en situation précaire, sont très soudés autour de leur nationalité que de leur religion : le protestantisme rigoriste et puritain des Anglais, des Hollandais ou des Allemands. Cette religion fournit une idéologie qui convient à leurs espoirs en représentant les États-Unis comme « la terre promise », « un don de Dieu », ce qui permet au passage de justifier le massacre des populations indiennes autochtones.

Effrayée par la révolution française, la majorité des classes dominantes (grands propriétaires agricoles, premiers capitalistes) s'aligne dans les années 1790 sur la contre-offensive cléricale menée par l'Église congrégationniste et le parti fédéraliste pour maintenir les couches les plus paupérisées du prolétariat et de la petite-bourgeoisie dans l'obscurantisme et les inviter à s'en remettre à la Grâce divine.

Les vagues suivantes d'immigrés d'Europe (Irlandais, Polonais, Italiens...) puis d'Amérique latine, mis en situation subalterne, s'accrochent souvent au catholicisme comme consolation. Il faut ajouter l'immigration juive et la forte pratique religieuse chrétienne, vécue comme dernier refuge, parmi les esclaves noirs, qui perdurera

ensuite largement dans la communauté afro-américaine dans des lieux de culte séparés de ceux des Blancs, du fait de sa situation de minorité victime du racisme et de l'exclusion.

Dès lors, même si la Constitution de 1787 et ses amendements ultérieurs ne prêtent pas allégeance à un culte particulier, le goupillon n'est pourtant jamais bien loin du sabre ni des affaires publiques aux États-Unis. Non sans effet. Ainsi, selon un sondage Gallup publié sur CNS News le 26 juillet 2019, 40 % des Américains croient en la superstition créationniste contre 22 % seulement pour la théorie scientifique de l'évolution des espèces ! Le protestantisme évangéliste, particulièrement prosélyte et réactionnaire, qui comporte plusieurs chapelles, compterait de 25 à 30 % de la population totale, avec une forte implantation dans les États du sud, appelés également la « Bible belt ». George Bush fils, président de 2001 à 2009, s'affichant protestant méthodiste, avait déjà beaucoup œuvré contre le droit à l'avortement, contre la contraception et pour l'abstinence, contre les relations homosexuelles, contre la recherche scientifique sur les cellules souche, pour le créationnisme à l'école, etc. Trump, coutumier dans sa vie personnelle de la débauche d'un grand bourgeois, ne s'est pas moins revendiqué protestant presbytérien, a combattu le droit à l'avortement et avait même nommé une ancienne directrice d'une école créationniste comme ministre de l'éducation... L'Église catholique, avec laquelle s'affichait le candidat démocrate Joe Biden dans une vidéo de campagne, n'est pas en reste. Le cardinal président du Comité d'activités « pro-vie » de la conférence des évêques américains affirmait :

Toute personne décente et humaine est révoltée par le traitement insensible et barbare infligé aux femmes et aux enfants dans les cliniques où l'on pratique l'avortement après 20 semaines. (Timothy Dolan, « Lettre aux membres de la Chambre », 29 septembre 2017)

Hélas, l'Église catholique s'était montrée moins réactive pour interdire les agressions pédophiles sur plu-



sieurs décennies de plus de 700 membres du clergé de l'Illinois révélées par la justice en 2018, et moins sourcilieuse de la décence en couvrant pendant plusieurs années plus de 300 de ses représentants ayant abusé d'au moins mille enfants en Pennsylvanie, pour ne citer que ces exemples.

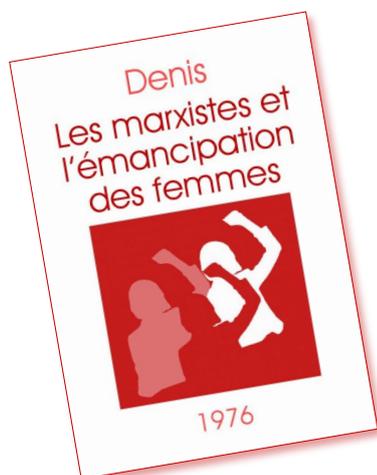
Toutefois, si les pasteurs et les curés, avec leurs interdits, leurs doctrines et leurs préceptes moraux moyenâgeux, sont les porte-drapeaux de la bourgeoisie réactionnaire pour combattre les droits des femmes, des minorités sexuelles, ceci n'est pas spécifique aux États-Unis puisqu'on retrouve le même phénomène en Pologne contre le droit à l'avortement, en France contre les droits des LGBT, ou bien en Iran et a fortiori en Afghanistan contre les droits des femmes et des homosexuels, etc.

La Cour suprême s'apprête à rejeter l'arrêt Roe/Wade

Les « pères fondateurs » (pour la plupart des grands propriétaires fonciers esclavagistes) qui créèrent les États-Unis en s'appuyant sur la mobilisation des masses armées, instaurèrent une république démocratique : constitution écrite, parlement élu, pluripartisme...

Mais ils en restreignirent d'emblée la portée émancipatrice en admettant l'esclavage des Noirs, en excluant du vote les femmes, les non-propriétaires (ouvriers, employés, déclassés) et même, dans certains États, les adeptes de religions minoritaires (les catholiques, les israélites, les quakers...). Ils conçurent la constitution de manière à limiter l'influence des masses sur le gouvernement fédéral.

*La constitution créa un système de contrôle et d'équilibres dans lequel le pouvoir de l'État fédéral était divisé entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire si bien que chacun pouvait exercer, jusqu'à un certain point, une influence sur les deux autres branches. (Brian Roper, *The History of Democracy*, Pluto, 2013, p. 141)*



CAHIER RÉVOLUTION
COMMUNISTE N° 30
3 EUROS AUPRÈS DES
MILITANTS
4 EUROS PAR LA POSTE

En particulier, les petits États ruraux obtinrent une influence disproportionnée sur la composition du Sénat et sur l'élection —indirecte— du président si bien que Trump fut élu en 2016 avec moins de voix que Clinton, comme Bush en 2000 face à Gore. La Cour suprême acquit d'emblée un pouvoir législatif exorbitant au détriment du parlement (Chambre des représentants, Sénat).

Déjà largement mis à mal par les offensives coordonnées de la réaction, le droit à l'avortement risque maintenant d'être purement et simplement supprimé par la Cour suprême qui prévoirait, d'après un avant-projet rendu public le 1^{er} mai, de mettre fin à l'arrêt Roe/Wade d'ici juillet. En effet, le Texas a promulgué une loi le 1^{er} septembre 2021 interdisant l'avortement au-delà de 6 semaines, même en cas de viol ou d'inceste, délai pendant lequel la majorité des femmes ne savent même pas de manière certaine qu'elles sont enceintes. De plus, le Texas a utilisé un subterfuge pour tenter d'interdire tout recours juridique contre cette loi car c'est désormais sur la base d'une plainte de particulier que l'État agit, et non de sa propre initiative. Toute personne peut dénoncer une autre qui favorise l'avortement au-delà de 6 semaines et elle en est récompensée par une prime de 10 000 dollars (plus de 9 300 euros).

D'ores et déjà, la contrainte faite aux cliniques du Texas de respecter la loi a provoqué une baisse de 60 % des avortements. Or la Cour suprême, saisie en urgence, a refusé le 2 septembre 2021 de déclarer cette loi anticonstitutionnelle tant qu'elle n'aura pas tranché le débat juridique de fond sur le droit à l'avortement, prouvant par là son intention de le remettre en cause totalement.

L'avant-projet de la Cour suprême pour rejeter l'arrêt Roe/Wade considère que « *le droit à l'avortement n'est pas profondément enraciné dans l'histoire et les traditions de la nation* », car il ne figure pas dans la constitution, ce qui revient à dire que puisque le texte originel de la Constitution de 1787 et ses 27 amendements ne comportent pas formellement le droit à l'avortement, celui-ci est nul et non avenu !

Il semble d'après les sondages qu'une majorité d'Étatsuniens soient pour le maintien de l'arrêt Roe/Wade. Mais les juges cyniques et méprisants ont déjà prévenu, peu importe les vagues que leur décision pourra déclencher, ils sont bien au-dessus de tout cela.

*Nous ne pouvons pas permettre que nos décisions soient affectées par des influences extérieures telles que l'inquiétude concernant la réaction de la population à notre travail. (Samuel Alito, « Projet d'avis de la Cour », *Politico*, 2 mai)*

Le rejet reviendrait donc à la situation d'avant 1973, laissant chaque État décider d'interdire totalement l'avortement s'il le souhaite. D'ores et déjà, une douzaine d'États a préparé des lois en ce sens et n'attend plus que la décision de la Cour suprême. Les conséquences seraient évidemment terribles pour toutes les femmes, mais plus encore pour les prolétaires, celles des minorités paupérisées, car elles seront contraintes soit de recourir aux avortements clandestins avec tous les risques pour leur santé, soit de trouver les financements pour se déplacer dans les États qui pratiqueront encore l'IVG, soit de plonger dans une misère plus grande encore avec la charge d'enfants sans les moyens pour les élever. Il faut ajouter que le formalisme juridique utilisé par les juges pour rejeter le droit minimum à l'avortement qui découlait de l'arrêt Roe/Wade sera ensuite sans doute utilisé pour annuler les droits péniblement obtenus pour les homosexuels, qui ne figurent pas plus que l'avortement dans la Constitution américaine.

Mobilisation générale ou bulletin de vote ?

Dès le 2 mai, une première manifestation a eu lieu devant le siège de la Cour suprême à Washington. Le 14 mai des manifestations plus nombreuses se sont rassemblées pour dénoncer la manoeuvre de la Cour suprême. Mais de nombreux intervenants ont appelé à poursuivre ce combat dans les urnes, laissant les manifestants démunis face aux manoeuvres du Parti démocrate, parti bourgeois qui prétend défendre le droit à l'avortement, mais se couche en réalité devant l'opposition républicaine au nom du respect du sacro-saint parlementarisme.

En effet, le gouvernement Biden avait élaboré un projet de « loi de protection de la santé des femmes » (Women's Health Protection Act), censé faire obstacle à la remise en cause de ce droit. Ce projet a été voté à la Chambre des représentants, mais rejeté par les républicains au Sénat le 11 mai, le sénateur démocrate Joe Manchin ayant fait défection en votant contre avec les républicains, ce qui était parfaitement attendu par les chefs démocrates. D'ailleurs, après son vote, Manchin est toujours membre du Parti démocrate... En réalité, cette opération du gouvernement n'avait pas pour but d'aboutir, mais simplement de faire la démonstration de l'opposition du Parti républicain, pour tenter d'obtenir plus de voix aux prochaines élections de mi-mandat de novembre prochain.

Nous faisons en sorte que chaque sénateur ait à voter et que chaque Américain puisse voir comment il a voté. Je crois que le parti républicain subira les conséquences électorales lorsque le peuple

américain verra cela. (Chuck Schumer, chef des démocrates au Sénat, 11 mai)

Le président a d'ailleurs enfoncé le clou.

Pour protéger ce droit de choisir, les électeurs doivent élire plus de sénateurs pro-choix en novembre, et renouveler une majorité pro-choix à la Chambre. (Joe Biden, *Communiqué*, 11 mai)

Le droit fondamental des femmes à l'avortement libre et gratuit ne dépend pas des résultats électoraux, aux États-Unis pas plus qu'ailleurs, ni du Parti démocrate, mais avant tout de la mobilisation non seulement des femmes, mais de toute la classe ouvrière pour arracher ce droit aux pouvoirs publics, pour remettre en cause l'État bourgeois lui-même. Les confédérations AFL-CIO et CtW, les syndicats de travailleurs salariés doivent cesser de financer les partis de la bourgeoisie et engager un combat effectif pour les droits des femmes travailleuses.

Prêtres de toutes obédiences et juges de la Cour suprême, bas les pattes devant les droits des femmes !

Front unique des syndicats, des organisations de femmes et des minorités opprimées pour la mobilisation générale dans tout le pays contre la Cour suprême, pour le droit à l'avortement libre et gratuit ! Protection ouvrière des associations de planning familial, des cliniques pratiquant l'IVG, des manifestations !

Loi fédérale impérative pour le droit à l'enseignement de la sexualité, pour la gratuité de la contraception et de l'avortement !

Suppression de la Cour suprême ! Séparation de l'enseignement, de l'État fédéral et des États d'avec toute religion et toute institution religieuse ! Gouvernement des travailleurs !

22 mai 2022

Université rouge
sur l'impérialisme aujourd'hui

SOCIALISME OU BARBARIE ?



samedi 11 juin 10 h - 16 h 30

organisée par l'ARTP / AGECA 177 rue de Charonne Paris 11

Irlande du Nord La victoire de Sinn Féin met en difficulté l'impérialisme britannique

La victoire électorale de Sinn Féin

Les élections législatives du 5 mai en Irlande du nord, avec une abstention qui a un peu augmenté (36,4 %), a vu la victoire du principal parti bourgeois « républicain » (partisan de l'unification de l'île), Sinn Féin (Nous-mêmes).

Cette province du Royaume-Uni a été séparée en 1921 du reste de l'Irlande par accord entre la majorité de la bourgeoisie irlandaise (liée à l'Église catholique) et le gouvernement impérialiste britannique (utilisant comme levier la population protestante descendant de colons anglais et écossais). Sinn Féin, ex-vitrine légale de l'organisation de guérilla Irish Republican Army (IRA, Armée républicaine irlandaise), obtient le même nombre de voix mais augmente légèrement sa part des suffrages exprimés (29 %, +1,1 %) grâce à la baisse de la participation. Il obtient à l'assemblée nord-irlandaise de Stormont (à Belfast) le même nombre de sièges que lors la précédente législature avec 27 députés sur un total de 90 sièges.

L'autre parti nationaliste bourgeois irlandais, la scission de SF Aontú (Unir), ouvertement opposé à l'avortement et à l'immigration, n'obtient pas de député.

La victoire de SF est surtout due au net recul du principal parti « loyaliste » (partisan du maintien dans le Royaume-Uni), le Democratic Unionist Party (DUP, Parti unioniste démocrate). Il n'a obtenu que 21,3 % des suffrages exprimés (-6,7 %). Il n'a plus que 25 députés contre 28 dans la précédente législature et 38 précédemment. La défaite électorale est lourde pour cette pièce maîtresse du dispositif de domination de l'impérialisme britannique. Le soutien du DUP au Brexit ainsi qu'à la renégociation de la frontière douanière a dopé Alliance, mis en crise le DUP et conforté Sinn Féin. Le DUP se voit en effet concurrencé sur sa droite par le Traditional Unionist Voice (TUV, Voix unioniste traditionnelle) et sur sa gauche par l'Ulster Unionist Party (UUP, Parti unioniste d'Ulster) qui est plus lié au Parti conservateur anglais et l'Alliance Party of Northern Ireland (APNI, Parti de l'alliance de l'Irlande du Nord). Ce parti, à la différence de pratiquement tous les partis bourgeois nord-irlandais, se réclame du « *neutralisme* ». L'APNI capte une partie de l'électorat traditionnel du DUP depuis que la majorité des électeurs Irlandais du Nord s'est prononcée en 2016 contre le Brexit, malgré la consigne du DUP [voir *Révolution communiste* n° 38].

Un autre parti qui échappe à la logique d'affrontement entre « catholiques » et « protestants », le Green Party (Parti vert) a perdu deux sièges.

Le parti réformiste - et nationaliste irlandais - Social Democratic and Labour Party (SDLP, Parti social-démocrate et travailliste) perd des voix et des députés au profit d'un « vote utile » pour Sinn Féin.

L'autre formation ouvrière présentant des candidats, le parti People Before Profit (PBP, Le Peuple avant le profit), fondé par le courant cliffiste (ex- SWN, lié au SWP britannique) et présent des deux côtés de la frontière, a quant à lui gardé son unique siège.

Le DUP remet en cause le cadre des accords de Belfast de 1998

Depuis les accords de Belfast de 1998 (dits « du vendredi saint ») entre le Royaume-Uni, la République d'Irlande, le DUP et le SF parrainés par les États-Unis, le premier ministre de l'Irlande du Nord est désigné parmi les députés du premier parti arrivé en tête aux élections. Le poste d'adjoint au chef de l'exécutif revient à un élu du second groupe parlementaire. Les autres formations politiques, qui doivent officiellement se réclamer du nationalisme ou de l'unionisme pour gouverner, se répartissent les postes de ministres en fonction de leurs résultats électoraux.

Le DUP présidait la province depuis 1998. Michelle O'Neill, la vice-présidente du SF, aurait dû devenir la première ministre d'Irlande du Nord. Mais, le 9 mai, Jeffrey Donaldson, le chef de file du DUP, a confirmé que son parti refusait de nommer un premier ministre adjoint tant que le gouvernement britannique n'aura pas substantiellement renégocié le protocole nord irlandais. L'Accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne signé en 2020 entre le gouverne-

Partis bourgeois	Voix	%	Sièges	Δ
SF Nous mêmes	250388	29,02	27	0
DUP Parti unioniste démocrate	184002	21,33	25	-3
APNI Parti de l'Alliance d'Irlande du Nord	116681	13,53	17	9
UUP Parti unioniste d'Ulster	96390	11,17	9	-1
TUV Voix unioniste traditionnelle	65788	7,63	1	0
GP Parti vert	16433	1,9	0	-2
Aontú Unir	12777	1,48	0	0
PUP Parti unioniste progressiste	2665	0,31	0	0
Total	745124	86,37	79	3
	Voix	%	Sièges	Δ
Hors parti Indépendants	25315	2,93	2	1
	Voix	%	Sièges	Δ
Mouvement ouvrier				
SDLP Parti social-démocrate et travailliste	78237	9,07	8	-4
PBP Le Peuple avant le profit	9789	1,14	1	0
IRSP Parti socialiste républicain irlandais	1869	0,22	0	0
Total	89895	10,43	9	-4

ment britannique et la Commission européenne comporte un protocole qui institue une frontière douanière entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni, pour ne pas entraver les échanges économiques intenses entre les deux parties de l'île.

La paralysie du gouvernement de la province déclenche l'administration provisoire par le gouvernement de Londres. En outre, si un exécutif n'est pas constitué dans les vingt-quatre semaines, de nouvelles élections législatives doivent être convoquées.

L'intégration de Sinn Féin aux institutions bourgeoises des deux côtés de la frontière

Sinn Féin-IRA est né, historiquement, de la rupture avec l'aile majoritaire du mouvement nationaliste irlandais qui, refusant la révolution sociale, renonça à une Irlande unifiée et indépendante et livra la minorité « catholique » à l'oppression dans le Nord [voir *Révolution communiste* n° 16].

En échange de leur reniement, les partis Fianna Fáil et Fine Gael gouvernent depuis, ensemble ou séparément, le République irlandaise

Incapable de s'adresser à la classe ouvrière « protestante » et britannique, il est passé du terrorisme à l'électoratisme et aux illusions sur les États-Unis et l'Union européenne. La direction Adams de SF-IRA, en décidant de participer en 1986 aux élections des deux parlements issus de la partition, a commencé à abandonner son propre programme. Sinn Féin a confirmé qu'il était sur la pente du Fianna Fáil et Fine Gael en désarmant l'IRA et en signant les accords de 1998.

Depuis, SF a fourni sans discontinuer des vice-ministres aux premiers ministres DUP d'Irlande du Nord et des ministres aux gouvernements bourgeois de la province. En Irlande du Sud, il a remporté en voix et pourcentage les élections en 2020, même s'il a été écarté du gouvernement par une coalition des perdants [voir *Révolution communiste* n° 39].

En 2022, en Irlande du Nord, SF a concentré sa campagne sur le cout de la vie, avec les slogans creux de tous

les partis bourgeois : « *votez pour un vrai changement* », « *un premier ministre pour tout le monde* ».

La crise politique irlandaise dans le contexte de la guerre en Ukraine

Bien qu'historiques par leur résultat, ces élections n'apportent rien aux travailleurs d'Irlande du Nord, quelle que soit leur confession ou leur non-confession. La crise politique de l'Irlande du Nord aggrave les tensions au sein du Royaume-Uni (dont le séparatisme écossais) ainsi qu'entre celui-ci et l'Union européenne.

Sinn Féin et le gouvernement irlandais Martin (Fine Gael et Fianna Fáil) défendent l'accord de 2020 et misent sur l'Union européenne. Cependant les États impérialistes allemand et français qui la dirigent n'accordent pas la priorité aux aspirations nationales mais à leurs propres intérêts, comme leur attitude envers l'Ukraine en 2014 et la Catalogne en 2017 l'a illustré.

De leur côté, le DUP et le gouvernement britannique Johnson (Parti conservateur) remettent en cause le protocole signé en 2020, ce qui pourrait provoquer une guerre commerciale avec l'UE.

Enfin, alors que la guerre fait rage en Ukraine, l'État impérialiste américain ne peut pas tolérer une division excessive, au sein de l'OTAN, entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (France, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, etc.).

Les communistes internationalistes sont pour les revendications économiques des salariés mais aussi pour la sortie de l'OTAN de la République d'Irlande et du Royaume-Uni, pour la réunification de l'Irlande par la classe ouvrière, pour un gouvernement de la classe ouvrière irlandaise, pour une fédération socialiste des îles britanniques et pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Cela nécessite la construction par les travailleurs conscients d'un parti ouvrier révolutionnaire, tant en Irlande qu'en Grande-Bretagne, membres tous deux de l'internationale révolutionnaire.

23 mai 2021



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Histoire du Parti communiste chinois (4) : 1931-1935

Le 10 mai 2022, le président chinois Xi célèbre les 100 ans de la Ligue de la jeunesse « communiste » en rappelant aux futurs cadres du Parti « communiste » chinois (PCC), la cause qu'ils doivent défendre.

Lors du rassemblement de la célébration du centenaire du PCC, les représentants des membres de la LJCC ont prononcé un vœu à haute voix : « Que le Parti soit assuré que nous sommes là pour bâtir la nation ». (Xi Jinping, french.news.cn, 13 mai 2022)

Il n'en fut pas toujours ainsi. Fondé en 1921 par l'opposé des sexagénaires richissimes à la Xi (Chen Duxiu, Li Dazhao et une jeune équipe révolutionnaire), le PCC section chinoise de l'Internationale communiste était alors une organisation ouvrière internationaliste [voir *Révolution communiste* n° 46].

Mais l'URSS passa de 1925 à 1927 sous le contrôle de la bureaucratie de l'État gangrenant le parti et l'IC. Staline, Zinoviev et Boukharine avaient ordonné au PCC de se soumettre au parti bourgeois nationaliste Guomindang (Kuomintang, GMD) au nom du front unique antiimpérialiste. Le GMD écrasa la révolution chinoise en 1927 et Li Dazhao fut assassiné [voir *Révolution communiste* n° 47]. Staline et Boukharine désignèrent l'ancien secrétaire général Chen Duxiu comme bouc-émissaire de la défaite. À partir de 1929, le PCC stalinisé misa sur la paysannerie pauvre et non plus sur la classe ouvrière [voir *Révolution communiste* n° 49].

1931 : le Japon s'empare de la Mandchourie

Avant l'intrusion des États occidentaux en Asie de l'est, le Japon était féodal, contrairement à la Chine, ce qui va faciliter la transition précoce au capitalisme. La classe dominante se divise devant la pression étrangère, surtout américaine. La fraction des shoguns (généraux dirigeant effectivement le pays), conciliatrice, perd la partie en 1868 devant une fraction des daimyos (grande noblesse)



et des samourais (petite noblesse) qui misent sur la dynastie impériale pour défier les « barbares » (les étrangers). La « restauration Meiji » se traduit par une modernisation par en haut du Japon, non sans analogie avec l'Allemagne de la fin du 19^e siècle. Une accumulation du capital autonome a lieu, une exception dans l'Asie de l'est. Une partie de la noblesse devient capitaliste, une partie de la paysannerie et des déclassés devient prolétaire.

Le Japon, quasiment dépourvu de la source d'énergie principale de l'époque (le charbon) et du principal minéral (le fer), affronte victorieusement la Russie en 1905. L'État impérialiste japonais obtient ainsi une partie de l'île Sakhaline au détriment de la Russie, la Corée entière et la région de Port-Arthur (aujourd'hui Lüshunkou) en Chine.

En Asie, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un État national indépendant. Cet État est bourgeois ; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations et à asservir des colonies. (Vladimir Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mai 1914, Progrès, 1973, p. 13-14)

En 1929, la crise capitaliste mondiale affecte particulièrement l'économie japonaise : krach financier, chômage... L'état-major mène un coup d'État qui lui donne le pouvoir politique.

Le 13 septembre 1931, l'armée japonaise envahit la Mandchourie, au nord de la Chine, qui est riche en charbon et en minéraux. En outre, la Mandchourie permet de menacer l'URSS.

Le 26 septembre 1931, un meeting de 100 000 personnes se tient à Shanghai exigeant la réunification des cliques du GMD qui se font la guerre « pour affronter l'ennemi ». Malgré la répression policière, début décembre, des milliers d'étudiants contestent à nouveau le pouvoir qui se refuse à chasser l'envahisseur.

L'État japonais rebaptise la province conquise Mandchoukouo et y installe le dernier empereur chinois, Puyi. La SdN proteste, le Japon la quitte. Une trêve de six ans s'ensuit.

1932 : Bo Gu marginalise Mao Zedong

Mao Zedong (Mao Tsé-Toung), qui dirige la plus grosse des « armées rouges », jouit depuis 1927 d'une autonomie certaine vis-à-vis de la direction du PCC installée à Shanghai. Le bureau central est en relation avec la direction de l'Internationale communiste stalinisée de Moscou (IC) qui finance le PCC stalinisé et l'oriente.

Le 7 novembre 1951, Mao semble tenir son heure de gloire en devenant président de la « République soviétique du Jiangxi » dont la capitale est Ruijin.

La Constitution soviétique chinoise tient en 17 articles. Le premier en définit tout de suite le but : « garantir la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie dans les districts soviétiques et l'étendre à la Chine entière ». (Jacques Guillerma, *Histoire du parti communiste chinois*, t. 1, Payot, 1975, p. 208)

Mais la direction du PCC formée à Moscou s'efforce d'appliquer avec zèle la ligne aventuriste de l'Internationale communiste (dite de « la 3^e période », 1928-1934) fixée par Staline... et de supplanter Mao.

Les nouveaux venus lui reprochent deux erreurs à leurs yeux fondamentales. L'une concerne la politique agraire : pour eux, la réforme mise en route fait le jeu des paysans riches. En fait, Mao Zedong a pris intelligemment la mesure du terrain : dans une région où les mentalités sont encore très arriérées, il a choisi la réforme agraire... Le second reproche porte sur la ligne militaire : les vingt-huit bolcheviks se moquent de cette guerre de partisans, du guérillisme... Fini la partie de cachecache, fini les attaques surprises, fini les subterfuges qui avaient donné aux Rouges la victoire dans les trois premières campagnes. (Claude Hudelot, *La Longue marche vers la Chine moderne*, Gallimard, 1986, p. 50)

L'invasion de la Mandchourie suspend la 3^e offensive des troupes du GMD contre les armées paysannes dirigées par le PCC qui contrôlent une partie du Jiangxi. Les agresseurs se replient vers le nord, moins une partie qui passe en janvier 1932 avec armes et équipements à « l'Armée rouge ».

Le 9 janvier 1932, Bo Gu et Luo Fu émettent une directive pour prendre rapidement une grande ville. Mao résiste. À Moscou, Mif reprend l'idée qui est approuvée par Staline. Zhou Enlai (Chou En-Laï) applique la ligne, en dépit de l'opposition de Mao et Zhu De, et décide de s'emparer de Ganzhou. L'opération, menée de janvier à mars par Peng Dehuai, est un échec.

Mao est rappelé à la rescousse en mars. Participant lui-même aux opérations, il attaque et pille Zhangzhou. Cela renforce sa stature auprès des cadres militaires mais exaspère la direction qui veut étendre significativement la zone sous contrôle du PCC.

En avril 1932, la République soviétique chinoise émit une déclaration de guerre officielle contre le gouvernement de Tokyo et appela à la formation d'une « armée antijaponaise de volontaires ». Mao et Zhu De proposèrent de signer une trêve avec tout commandant nationaliste qui accepterait de cesser de combattre les communistes pour, à la place, s'oppo-

ser au Japon. (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, Fayard, 1999, p. 269)

Le 12 mai 1932, le bureau condamne l'orientation de Mao en son absence (il est sur le front) et communique sa résolution au comité exécutif de l'Internationale. L'IC n'est plus démocratique depuis longtemps, mais si le dernier mot revient à Staline, l'appareil en charge des affaires courantes ne suit pas Mif et ses élèves.

Des personnalités autrement importantes que Mif intervinrent... Le 15 mai 1932, les staliniens avérés Otto Kuusinen, Dmitri Manouïlski, Josef Pianitsky et Wilhelm Pieck, membres de la commission politique du secrétariat politique, la plus haute instance de l'IC, se penchèrent sur le conflit de Ruijin. Mao fut mis sous la protection de Moscou. (Alexander Pantsov et Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon & Schuster, 2007, p. 261)

Zhou tente dès lors de concilier les deux fractions. En vain, Ren, Xiang, Deng et Gu convoquent en septembre 1932 le bureau central à Ningdu qui éloigne Mao de toute responsabilité militaire. Néanmoins, Mao est intouchable, même si Staline ne prend pas parti dans la lutte entre ses disciples chinois avant 1934. Le nouvel envoyé de Moscou, Arthur Ernest, conseille de ménager Mao. La sanction n'est pas publique et Mao reste président de la République soviétique.

En 1932, Zhang Guotao, un des fondateurs du PCC, conduit la quatrième Armée rouge au Sichuan et établit une zone « rouge » au travers de réformes agraires. Liu Zhidan et Gao en font autant au Shaanxi. De même, Mao procède au Jiangxi à des enquêtes rurales et mène une réforme agraire.

Les paysans moyens pouvaient être exemptés du programme de distribution des terres si la « majorité » d'entre eux le souhaitait. De plus, il n'y avait aucune mention de la nationalisation des terres. Aucune mention n'a non plus été faite de la collectivisation. (Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 515)

Le PCC émancipe juridiquement les femmes, fixe le droit de vote à 16 ans (en excluant les marchands, les propriétaires fonciers, les paysans riches, les prêtres). Mao confie la police politique du Jiangxi à Deng Fa et Li Kenong. Comme dans toutes les zones contrôlées par le PCC en guerre civile, la « démocratie » proclamée est inexistante et les purges sont incessantes.

En janvier 1933, Bo Gu, Luo Fu et Chen Yu quittent Shanghai pour Ruijin. Au printemps 1933, Zhou Enlai et Zhu De, tournant le dos aux consignes d'offensive, font



BO GU (QIN BANGXIAN, 1907-1946)

l'exemple de Zhu De et de Mao Zedong et de participer aux troupes de la guérilla. (p. 271)

Le territoire de la République « soviétique » rétrécit inexorablement, les désertions se multiplient et les provisions manquent. Les propriétaires fonciers et les « paysans riches » sont massacrés en riposte. En dehors du bureau politique, Bo, Zhou et Braun discutent de la situation avec les bureaucrates de l'IC. Bo et Zhou divergent de plus en plus. Bo prétend qu'il faut faire face à l'offensive du GMD, Zhou préconise le repli et est écarté. Mao discute assidument avec lui. Au même moment, Luo Fu se convainc que Mao a raison contre Bo.

Au début de l'été 1934, Bo et Braun renoncent. La fuite est approuvée par la direction de l'IC qui envoie aussi de l'argent. En octobre, le PCC quitte Ruijin, force le blocus avec environ 100 000 personnes et marche vers l'ouest sans destination précise. L'armée blanche pille, viole et massacre les paysans travailleurs après leur départ.

La déroute, qui s'opère d'abord en ligne droite, se heurte aux obstacles naturels et les troupes pâtissent de la supériorité numérique et matérielle (aviation, artillerie moderne) de l'armée du GMD. En deux mois, la principale armée du PCC perd la moitié de son effectif. La plupart des commandants militaires penchent, par expérience, pour Mao. En décembre 1934, il reprend les rênes et la guerre de mouvement.

1935 : Mao prend la tête du PCC en déroute

S'ensuivent les premiers succès, comme la prise de Zunyi le 7 janvier 1935. Cela permet aux troupes, réduites à 30 000 personnes, de se reposer et au bureau politique du PCC et aux commandants militaires de se réunir le 15 janvier. Durant trois jours, le bilan est tiré : Bo Gu, Otto Braun et Kai Feng sont mis en minorité par Mao Zedong, Luo Fu, Wang Jiaxiang, Zhu De, Peng Dehuai, Nie Rongzhen et Lin Biao. Après toute une période de guérilla, un but est fixé lors de la réunion du bureau politique, en mai 1935 à Huili.

Le problème demeurait de savoir où irait ensuite l'Armée rouge. En raison de destinations improvisées qui avaient été abandonnées l'une après l'autre, la « Marche vers l'ouest » était devenue la « Longue marche »... À Huili, enfin, une décision fut prise. Ils iraient droit vers le nord, pour rejoindre la 4^e armée de Zhang Gutao. (Philip Short, Mao Tsé-Toung, 1999, Fayard, 2005, p. 286)

En juin 1935, ce qui reste de la 1^{re} armée de front venue du Jiangxi fait sa jonction avec la 4^e venue du Sichuan dirigée par Zhang Guotao.

Si l'ambiance entre les soldats est joyeuse, celles des réunions des chefs est beaucoup plus tendue. C'est la direction du mouvement communiste qui est en jeu à travers les personnalités et le déséquilibre des

forces. Les troupes de Mao se sont considérablement réduites et ne comptent plus que 10 000 hommes. Zhang Guotao a lui aussi subi des pertes mais son armée est encore forte d'au moins 45 000 soldats. (Claude Hudelot, La Longue marche vers la Chine moderne, Gallimard, 1986, p. 92)

Contrairement au conflit entre Bo et Mao, qui divergeaient réellement sur la stratégie militaire, la rivalité entre Zhang et Mao n'a pas de contenu politique. Il s'agit de la lutte de deux chefs staliniens pour le pouvoir.

Dans le passé, l'arbitre ultime de tels problèmes était toujours la Comintern. Mais le contact direct avec Moscou ne sera pas rétabli avant l'été 1936... Mao, avec un cynisme à couper le souffle, mit l'accent sur le rôle d'Otto Braun comme preuve du soutien de la Comintern. (Philip Short, Mao Tsé-Toung, 1999, Fayard, 2005, p. 291)

L'armée temporairement unifiée continue à fuir vers le nord sous la direction formelle de Zhang. Le conflit sous-jacent éclate lors d'une réunion du bureau politique le 20 juin 1935, la clique de Mao dressant une accusation mensongère. Un compromis est trouvé : l'armée rouge se divise en deux colonnes, une dirigée par Zhang, Zhu De et Liu Bochong ; l'autre par Mao, Zhou Enlai, Wang Jiaxiang, Luo Fu, Bo Gu, Peng Dehuai et Lin Biao.

Initialement, elles devaient se rejoindre rapidement, mais le conflit devient public et leurs trajectoires divergent fin août 1935 : face à d'immenses marais désertiques qui engloutissent les troupes sans fournir de nourriture, la colonne de Zhang rebrousse vers le sud, celle de Mao réduite à 10 000 soldats poursuit vers le nord quand l'armée du Guomindang s'approche en nombre à l'est.

Mao envisage de partir en direction de l'URSS quand il découvre, à la suite de la victoire du col de Lazikou, l'existence à l'est d'une zone « soviétique » proche, au Shaanxi, une région très pauvre.

Le 21 septembre, la 1^{re} armée entrait dans Hadapu, dans le sud du Gansu. Là, ils apprirent par un journal du GMD qu'il existait une base communiste au Shaanxi. (Philip Short, Mao Tsé-Toung, 1999, Fayard, 2005, p. 295)

Le 22 octobre 1935, la 1^{re} armée de front sous la direction du bureau politique y parvient après avoir parcouru 12 000 kilomètres difficiles à pied et avoir affronté durant un an non seulement l'armée du GMD mais les seigneurs de guerre ainsi que des guérillas de minorités nationales. D'autres contingents erreront encore un an avant de rejoindre la base du Shaanxi. Mais Mao peut présenter la « Longue marche » erratique comme un plan calculé à l'avance. La légende naît : d'une débâcle militaire, il fera une épopée.

(à suivre)

ABC du marxisme : front populaire

Quand la bourgeoisie se lançait avec audace à l'assaut du régime monarchique et du mode de production féodal, le prolétariat naissant lui servait de force d'appoint, aux côtés des artisans, boutiquiers et paysans. Les communistes, après la révolution européenne de 1848, rompent avec cette subordination.

Au lieu de se ravalier une fois encore à servir d'adjoints aux démocrates bourgeois, les travailleurs doivent constituer, en dehors des démocrates officiels, l'organisation distincte, secrète et publique, du parti ouvrier. (Engels & Marx, *Adresse du comité central à la Ligue des communistes*, mars 1850)

Au début du 20^e siècle, la bourgeoisie, ayant conquis le monde, devient conservatrice, voire réactionnaire. Elle se heurte de plus en plus au prolétariat qu'elle a développé.

Face au danger, la classe dominante réprime et tente aussi de neutraliser les organisations ouvrières de masse (syndicats, partis, mutuelles...) en corrompant et en intégrant leurs appareils.

Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers d'obéissance bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des partis ouvriers bourgeois. (Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916)

Les partis « réformistes » et les bureaucraties syndicales tentent de sauver le capitalisme en avançant la solution illusoire d'un bloc politique avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie (parti « antifasciste » ou « républicain », général ou chef religieux « anti-impérialiste », etc.).

En désarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Faure, Cachin, Thorez tiennent surtout à ce qu'il ne s'arme pas physiquement. (Trotsky, *La France à un tournant*», 28 mars 1936)

Cette manoeuvre est appelée « front populaire » par Blum et Thorez en 1935, « CNR » et « GPRF » par les mêmes en 1944, « union de la gauche » par Mitterrand et Marchais en 1973, « union populaire » par Mélenchon en 2021.

Mais elle est aussi vieille que les « partis ouvriers-bourgeois » : union sacrée en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Autriche, en Belgique et en France en 1914 ; gouvernements provisoires comprenant le PSR et le Parti menchevik contre le pouvoir des soviets en 1917 ; gouverne-

ment d'union nationale du POB avec l'Union catholique et le Parti libéral en Belgique en 1918 ; bloc du Parti travailliste britannique avec le Parti libéral en 1924 ; cartel des gauches en France en 1924 ; coalition du SPD allemand avec le Zentrum et le DDP en 1926...

Parfois, le prolétariat parvient à bousculer le dispositif de collaboration de classes : grève générale en France en 1936, affrontement avec l'armée putschiste en Espagne en 1936, armement des masses en Italie, en Grèce et en France en 1944, formation d'organes soviétiques au Chili en 1972, au Portugal en 1974, en Iran en 1978...

Alors, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière oeuvrent de toutes leurs forces pour que les travailleurs reprennent le travail, respectent la propriété, plient devant l'État bourgeois. En France en 1936, la direction de la CGT, le PS-SFIO et le PCF, alliés au Parti radical, ont fait reprendre le travail aux grévistes au prix de quelques concessions imprévues dans leur programme. En 1937, en Espagne, le PSOE, le PCE-PSUC, alliés au Parti radical et à d'autres débris bourgeois, aidés par la capitulation des anarchistes de la CNT et des centristes du POUM, ont fait déposer

les armes aux ouvriers et paysans devant l'armée républicaine, facilitant la victoire des troupes franquistes. En 1944, le PCI a même tenté de rétablir la monarchie italienne tandis que le PCF léchait les bottes d'un général. En 1965, en Indonésie, le PKI partenaire des nationalistes bourgeois au pouvoir, refusait d'appeler les masses à créer leurs propres organes et à prendre les armes. En 1973 au Chili, Allende, malgré une première tentative de coup d'État militaire, autorisa la répression des conscrits par l'état-major et confia l'armée à Pinochet.

Une coalition avec un secteur de la bourgeoisie ne peut se réaliser que sur un programme bourgeois. Les fronts populaires ne sont en rien une approximation du front unique ouvrier ou un tremplin vers le gouvernement des travailleurs, comme le prétendent les centristes.

Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1958)

Les communistes combattent pour l'hégémonie du prolétariat prenant la tête de tous les exploités et opprimés contre la classe capitaliste.

À la coalition ouverte ou masquée avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. (Internationale communiste, *Résolution sur la tactique*, novembre 1922)

